

Avis officiels

Situation globale des banques au 30 avril 1981, p. 7868.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement

Appel n° 44/81. Recrutement d'un ingénieur technicien ou industriel pour le Zaïre, p. 7870. — Appel n° 45/81. Recrutement d'un intendant général pour l'Université nationale du Zaïre, p. 7870. — Appel n° 50/81. Recrutement de deux médecins généralistes pour le Zaïre, p. 7871.

Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française

Faculté des sciences agronomiques de l'État à Gembloux. Cours à conférer, p. 7872.

Ministère des Finances

Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Aliénation d'immeubles domaniaux. Publication faite en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 7873. — Successions en déshérence, p. 7873.

Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 7875.

Ministère de la Région wallonne

Vacance d'emplois, p. 7875.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

F. 81 — 934

30 MARS 1981. — Loi portant approbation des Actes internationaux suivants :

1. a) Protocole de Genève annexé à l'Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce, fait à Genève le 30 juin 1979;
- b) Protocole additionnel au Protocole de Genève annexé à l'Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce, fait à Genève le 22 novembre 1979;
2. Accord relatif aux obstacles techniques au commerce, fait à Genève le 12 avril 1979;
3. Accord relatif au commerce des aéronefs civils, fait à Genève le 12 avril 1979 (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Les Actes internationaux suivants :

1. a) Protocole de Genève annexé à l'Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce, fait à Genève le 30 juin 1979;

(1) Voir note à la page suivante.

Officiële berichten

Algemene staat der banken per 30 april 1981, bl. 7868.

Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

Oproep nr. 44/81. Aanwerving van een technisch of industrieel ingenieur voor Zaïre, bl. 7870. — Oproep nr. 45/81. Aanwerving van een hoofdbeheerder voor de « Université nationale du Zaïre », p. 7870. — Oproep nr. 50/81. Aanwerving van twee geneesheren algemene geneeskunde voor Zaïre, bl. 7871.

Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur

Rijksfaculteit der landbouwwetenschappen te Gembloux. Vacante cursussen, bl. 7872.

Ministerie van Financiën

Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Vervreemding van onroerende domeingoederen. Bekendmaking gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 7873. — Erfloze nalatenschappen, bl. 7873.

Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 7875.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 81 — 934

30 MAART 1981. — Wet houdende goedkeuring van volgende Internationale Akten :

1. a) Protocol van Genève bij de Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel, opgemaakt te Genève op 30 juni 1979;
- b) Aanvullend Protocol bij het Protocol van Genève bij de Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel, opgemaakt te Genève op 22 november 1979;
2. Overeenkomst inzake technische handelsbelemmeringen, opgemaakt te Genève op 12 april 1979;
3. Overeenkomst inzake de handel in burgerluchtvaartuigen, opgemaakt te Genève op 12 april 1979 (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. De volgende Internationale Akten :

1. a) Protocol van Genève bij de Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel, opgemaakt te Genève op 30 juni 1979;

(1) Zie noot op de volgende bladzijde.

b) Protocole additionnel au Protocole de Genève annexé à l'Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce, fait à Genève le 22 novembre 1979;

2. Accord relatif aux obstacles techniques au commerce, fait à Genève le 12 avril 1979;

3. Accord relatif au commerce des aéronefs civils, fait à Genève le 12 avril 1979, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

Ch.F. NOTHOMB

Le Ministre des Affaires économiques,

W. CLAES

Le Ministre du Commerce extérieur,

R. URBAIN

Le Ministre des Finances,

M. EYSKENS

Le Ministre des Communications,

V. FEAUX

Vu et scellé du Sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

Ph. MOUREAUX

b) Aanvullend Protocol bij het Protocol van Genève bij de Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel, opgemaakt te Genève op 22 november 1979;

2. Overeenkomst inzake technische handelsbelemmeringen, opgemaakt te Genève op 12 april 1979;

3. Overeenkomst inzake de handel in burgerluchtvaartuigen, opgemaakt te Genève op 12 april 1979, zullen volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekiesd en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 30 maart 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

Ch.F. NOTHOMB

De Minister van Economische Zaken,

W. CLAES

De Minister van Buitenlandse Handel,

R. URBAIN

De Minister van Financiën,

M. EYSKENS

De Minister van Verkeerswezen,

V. FEAUX

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

Ph. MOUREAUX

(1) *Sessions 1979-1980-1981.*

Sénat.

Documents. — Projet de loi, n° 511-1. — Rapport, n° 511-2.

Annales parlementaires. — Dépôt du projet de loi. Séance du 24 octobre 1980. — Discussion. Séance du 22 décembre 1980. — Vote. Séance du 22 décembre 1980.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 709-1.

Annales parlementaires. — Projet transmis par le Sénat. Séance du 14 janvier 1981. — Discussion. Séance du 12 mars 1981. — Vote. Séance du 12 mars 1981.

(1) *Zitting 1979-1980-1981.*

Senaat.

Documenten. — Ontwerp van wet, nr. 511-1. — Verslag, nr. 511-2.

Parlementaire Handelingen. — Indiening van het ontwerp van wet. Zitting van 24 oktober 1980. — Bespreking. Zitting van 22 december 1980. — Stemming. Zitting van 22 december 1980.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 709-1.

Parlementaire Handelingen. — Ontwerp overgezonden door de Senaat. Zitting van 14 januari 1981. — Bespreking. Zitting van 12 maart 1981. — Stemming. Zitting van 12 maart 1981.

**Protocole de Genève (1979) annexé à l'accord général
sur les tarifs douaniers et le commerce**

LES PARTIES CONTRACTANTES A L'ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE, ET LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE, qui ont participé aux négociations commerciales multilatérales de 1973-1979 (dénommées ci-après « les participants »),

AYANT PROCÉDE à des négociations conformément à l'article XXVIIIbis, à l'article XXXIII et aux autres dispositions applicables en l'espèce de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (dénommé ci-après « l'accord général »),

SONT CONVENUES, par l'intermédiaire de leurs représentants, des dispositions suivantes :

1. La liste de concessions tarifaires d'un participant annexée au présent protocole deviendra liste de ce participant annexée à l'accord général le jour où le présent protocole entrera en vigueur pour ce participant conformément au paragraphe 5 ci-après.

2. a) Les réductions consenties par chaque participant seront mises en œuvre par tranches annuelles égales à partir du 1^{er} janvier 1980 et la réduction totale sera effective au plus tard le 1^{er} janvier 1987, à moins que sa liste n'en dispose autrement. Tout participant qui commencera d'abaisser ses taux de droit le 1^{er} juillet 1980 ou à une date comprise entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet 1980 opérera à cette date, à moins que sa liste n'en dispose autrement, une réduction égale aux deux huitièmes de la réduction totale nécessaire pour arriver au taux final, suivie de six réductions égales à partir du 1^{er} janvier 1982. A chaque tranche, le taux réduit sera arrondi à la première décimale. Les dispositions du présent paragraphe n'empêcheront pas les participants de mettre en œuvre leurs réductions en un nombre de tranches moindre ou plus tôt qu'il n'est prévu ci-dessus;

b) La mise en œuvre, conformément au paragraphe 2 sous a) ci-dessus, des listes annexées sera soumise, sur demande, à un examen multilatéral de la part des participants qui auront accepté le présent protocole. Cette disposition ne porte aucunement atteinte aux droits et obligations des parties contractantes résultant de l'accord général.

3. Lorsque la liste de concessions tarifaires d'un participant annexée au présent protocole sera devenue liste annexée à l'accord général conformément aux dispositions du paragraphe 1, ce participant aura à tout moment la faculté de suspendre ou de retirer, en totalité ou en partie, la concession reprise dans cette liste concernant tout produit pour lequel le principal fournisseur est un autre participant ou un gouvernement ayant négocié en vue de son accession au cours des négociations commerciales multilatérales, mais dont la liste résultant des négociations commerciales multilatérales ne serait pas encore devenue liste annexée à l'accord général. Toutefois, une telle mesure ne pourra être prise qu'après qu'il aura été donné aux parties contractantes notification écrite de cette suspension ou de ce retrait de concession et qu'il aura été procédé, si demande en est faite, à des consultations avec tout participant ou avec tout gouvernement accédant dont la liste de concessions tarifaires sera devenue liste annexée à l'accord général et qui aurait un intérêt substantiel dans le produit en cause. Toute suspension ou tout retrait ainsi effectué cessera d'être appliqué à compter du jour où la liste du participant ou du gouvernement accédant qui a un intérêt de principal fournisseur deviendra liste annexée à l'accord général.

4. a) Dans chaque cas où les lettres b) et c) du paragraphe 1 de l'article II de l'accord général se réfèrent à la date dudit accord, la date

(Vertaling)

**Protocol van Genève (1979) bij de algemene overeenkomst
betreffende tarieven en handel**

DE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN BIJ DE ALGEMENE OVEREENKOMST BETREFFENDE TARIEVEN EN HANDEL EN DE EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP, die hebben deelgenomen aan de multilaterale handelsbesprekingen 1973-1979 (hierna « deelnemers » genoemd),

HEBBENDE onderhandeld krachtens artikel XXVIIIbis, artikel XXXIII en de andere desbetreffende bepalingen van de Algemene Overeenkomst betreffende tarieven en handel (hierna « Algemene Overeenkomst » genoemd),

HEBBEN door tussenkomst van hun vertegenwoordigers OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen :

1. De aan dit Protocol gehechte lijst van tariefconcessies van een deelnemer zal een bij de Algemene Overeenkomst behorende lijst van deze deelnemer worden op de dag waarop dit Protocol krachtens paragraaf 5 ten aanzien van hem in werking treedt.

2. a) De door elke deelnemer toegestane verlagingen zullen, behalve wanneer in zijn lijst anders is bepaald, ten uitvoer worden gelegd in gelijke jaarlijkse tranches met ingang van 1 januari 1980 en de totale verlaging zal uiterlijk per 1 januari 1987 in werking treden. Een deelnemer die op 1 juli 1980 of op een datum tussen 1 januari en 1 juli 1980 tariefverlagingen begint in te voeren zal, tenzij anders bepaald in zijn lijst, op die datum een verlaging toepassen gelijk aan twee achtste van de totale verlaging die nodig is om tot het definitieve tarief te komen, gevolgd door zes gelijke verlagingen met ingang van 1 januari 1982. Het verlaagde tarief moet bij elke tranche tot de eerste decimaal worden afgerond. De bepalingen van deze paragraaf zijn voor de deelnemers geen beletsel om de verlagingen in een kleiner aantal tranches of op een eerdere datum dan hierboven aangegeven ten uitvoer te leggen.

b) De tenuitvoerlegging van de aangehechte lijsten overeenkomstig bovenstaande paragraaf 2, sub a), zal op verzoek worden onderworpen aan een multilateraal onderzoek door de deelnemers die dit Protocol hebben aanvaard. Dit zal geen afbreuk doen aan de rechten en verplichtingen van de Verdragsluitende Partijen uit hoofde van de Algemene Overeenkomst.

3. Nadat de aan dit Protocol gehechte lijst van tariefconcessies van een deelnemer overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 1 een aan de Algemene Overeenkomst gehechte lijst is geworden, zal deze deelnemer op elk moment de in deze lijst opgenomen concessie geheel of gedeeltelijk kunnen opschorten of intrekken met betrekking tot elk produkt waarvoor de voornaamste leverancier een andere deelnemer is of een regering die gedurende de multilaterale handelsbesprekingen met het oog op toetreding onderhandelingen heeft gevoerd, doch wiens of wier lijst, zoals vastgesteld tijdens de multilaterale handelsbesprekingen, nog niet een aan de Algemene Overeenkomst gehechte lijst is geworden. Een dergelijke maatregel kan evenwel alleen worden genomen nadat de Verdragsluitende Partijen bij de Overeenkomst van deze concessie-opschorting of -intrekking schriftelijk in kennis zijn gesteld en nadat op verzoek overleg heeft plaatsgevonden met een deelnemer of toetredende regering, wiens of wier lijst van tariefconcessies een aan de Algemene Overeenkomst gehechte lijst is geworden en die bijzonder groot belang heeft bij het betrokken produkt. Alle aldus opgeschorte of ingetrokken concessies zullen ophouden te worden toegepast vanaf de dag waarop de lijst van de deelnemer of van de toetredende regering die de voornaamste leverancier is, een aan de Algemene Overeenkomst gehechte lijst wordt.

4. a) In elk geval waarin artikel II, lid 1, sub b) en sub c), van de Algemene Overeenkomst verwijst naar de datum van deze Overeen-

applicable en ce qui concerne chaque produit faisant l'objet d'une concession reprise dans une liste de concessions tarifaires annexée au présent protocole sera la date du présent protocole, réserve faite des obligations en vigueur à cette date;

b) Dans le cas de la référence à la date de l'accord général que contient le paragraphe 6 sous a) de l'article II dudit accord, la date applicable en ce qui concerne une liste de concessions tarifaires annexée au présent protocole sera la date du présent protocole.

5. a) Le présent protocole sera ouvert à l'acceptation des participants, par signature ou d'autre manière, jusqu'au 30 juin 1980;

b) Le présent protocole entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1980 pour les participants qui l'auront accepté avant cette date; pour les participants qui l'accepteront après cette date, il entrera en vigueur pour chacun à la date de son acceptation.

6. Le présent protocole sera déposé auprès du directeur général des parties contractantes qui remettra sans tarder à chaque partie contractante à l'accord général et à la Communauté économique européenne une copie certifiée conforme du présent protocole et une notification de chaque acceptation dudit protocole conformément au paragraphe 5 ci-dessus.

7. Le présent protocole sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la charte des Nations Unies.

Fait à Genève, le trente juin mil neuf cent soixante-dix-neuf, en un seul exemplaire, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi. Pour les listes ci-annexées, le texte — français, anglais ou espagnol — qui fait foi est celui qui est indiqué dans la liste considérée.

Protocole additionnel au protocole de Genève (1979) annexé à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

LES PARTIES CONTRACTANTES A L'ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE, ET LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE, qui ont participé aux négociations commerciales multilatérales de 1973-1979 (dénommées ci-après « les participants »),

CONSIDERANT qu'une partie des négociations tarifaires conduites dans le cadre des négociations commerciales multilatérales ont été terminées après l'établissement du protocole de Genève (1979) annexé à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce [dénommé ci-après « le protocole de Genève (1979) »];

ETANT CONVENUES de donner effet aux résultats de ces négociations impliquant des concessions ou contributions additionnelles à celles qui sont reprises dans les listes annexées au protocole de Genève (1979) ou portant sur des concessions ou contributions consenties par des participants qui n'ont pas de liste annexée audit protocole;

RECONNAISSANT que les résultats de ces négociations impliquent aussi des concessions offertes au cours des négociations qui ont abouti à l'établissement des listes annexées au protocole de Genève (1979);

ETANT CONVENUES d'annexer à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce les listes de concessions qu'il n'a pas été possible de reprendre dans le protocole de Genève (1979);

SONT CONVENUES, par l'intermédiaire de leurs représentants, des dispositions suivantes :

1. La liste de concessions tarifaires d'un participant annexée au présent protocole (1) deviendra la liste de ce participant annexée à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (dénommé ci-après « l'accord général ») le jour où le présent protocole entrera en vigueur pour ce participant conformément au paragraphe 5 ci-après.

komst, zal de geldende datum met betrekking tot elk produkt dat onderworpen is aan een concessie als nedergelegd in een aan dit Protocol gehechte lijst van tariefconcessies, de datum van dit Protocol zijn, doch zulks onverminderd alle op die datum geldende verplichtingen.

b) In het geval dat artikel II, lid 6, sub a), van de Algemene Overeenkomst verwijst naar de datum van deze Overeenkomst zal de geldende datum met betrekking tot een aan dit Protocol gehechte lijst van tariefconcessies de datum van dit Protocol zijn.

5. a) Dit Protocol zal tot en met 30 juni 1980 openstaan voor aanvaarding van de deelnemers door ondertekening of anderszins.

b) Dit Protocol treedt op 1 januari 1980 in werking voor de deelnemers die het vóór deze datum hebben aanvaard; voor de deelnemers die het Protocol na deze datum aanvaarden, treedt het op de datum van aanvaarding in werking.

6. Dit Protocol wordt nedergelegd bij de directeur-generaal van de Verdragsluitende Partijen bij de Overeenkomst, die aan elke Verdragsluitende Partij bij de Algemene Overeenkomst en aan de Europese Economische Gemeenschap onverwijld een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van dit Protocol en een kennisgeving van iedere aanvaarding ervan, overeenkomstig paragraaf 5, toezendt.

7. Dit Protocol zal worden geregistreerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties.

Gedaan te Genève, dertig juni negentienhonderd negenzeventig, in één enkel exemplaar in de Engelse en Franse taal, welke beide teksten gelijkelijk authentiek zijn. Voor de aangehechte lijsten is die tekst — Engels, Frans of Spaans — authentiek welke is aangegeven in de betrokken lijst.

Aanvullend protocol bij het protocol van Genève (1979) bij de algemene overeenkomst betreffende tarieven en handel

DE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN BIJ DE ALGEMENE OVEREENKOMST BETREFFENDE TARIEVEN EN HANDEL EN DE EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP die hebben deelgenomen aan de multilaterale handelsbesprekingen 1973-1979 (hierna « deelnemers » genoemd),

OVERWEGENDE dat een deel van de tariefonderhandelingen die in het kader van de multinationale handelsbesprekingen zijn gevoerd, na de opstelling van het Protocol van Genève (1979) bij de Algemene Overeenkomst betreffende tarieven en handel (hierna het « Protocol van Genève (1979) » genoemd) is voltooid;

OVEREENGEKOMEN ZIJNDE de resultaten van deze onderhandelingen die concessies of bijdragen inhouden ter aanvulling van die in de aan het Protocol van Genève (1979) gehechte lijsten of die concessies of bijdragen betreffen van deelnemers die geen aan dat Protocol gehechte lijst hebben, ten uitvoer te leggen;

ERKENNENDE dat de resultaten van deze onderhandelingen eveneens enige concessies inhouden die zijn verleend tijdens onderhandelingen met het oog op de opstelling van aan het Protocol van Genève (1979) gehechte lijsten;

OVEREENGEKOMEN ZIJNDE de lijsten van concessies die niet in het Protocol van Genève (1979) konden worden opgenomen aan de Algemene Overeenkomst betreffende tarieven en handel te hechten;

ZIJN door tussenkomst van hun vertegenwoordigers HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

1. De aan dit Protocol gehechte lijst van tariefconcessies van een deelnemer zal een bij de Algemene Overeenkomst behorende lijst (1) van deze deelnemer worden op de dag waarop dit Protocol krachtens paragraaf 5 ten aanzien van hem in werking treedt.

2. a) Les réductions consenties par chaque participant seront mises en œuvre par tranches annuelles égales à partir du 1^{er} janvier 1980, et la réduction totale sera effective au plus tard le 1^{er} janvier 1987, à moins que sa liste n'en dispose autrement. Tout participant qui commencera d'abaisser ses taux de droit le 1^{er} juillet 1980 ou à une date comprise entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet 1980 opérera à cette date, à moins que sa liste n'en dispose autrement, une réduction égale aux deux huitièmes de la réduction totale nécessaire pour arriver au taux final, suivie de six réductions égales à partir du 1^{er} janvier 1982. A chaque tranche, le taux réduit sera arrondi à la première décimale. Les dispositions du présent paragraphe n'empêcheront pas les participants de mettre en œuvre leurs réductions en un nombre de tranches moindre ou plus tôt qu'il n'est prévu ci-dessus;

b) la mise en œuvre, conformément à la lettre a) du paragraphe 2 ci-dessus, des listes annexées sera soumise, sur demande, à un examen multilatéral de la part des participants qui auront accepté le présent protocole. Cette disposition ne porte aucunement atteinte aux droits et obligations des parties contractantes résultant de l'accord général.

3. Lorsque la liste de concessions tarifaires d'un participant annexée au présent protocole sera devenue sa liste annexée à l'accord général conformément aux dispositions du paragraphe 1, ce participant aura à tout moment la faculté de suspendre ou de retirer, en totalité ou en partie, la concession reprise dans cette liste concernant tout produit pour lequel le principal fournisseur est un autre participant ou un gouvernement ayant négocié en vue de son accession au cours des négociations commerciales multilatérales, mais dont la liste résultant des négociations commerciales multilatérales ne serait pas encore devenue liste annexée à l'accord général. Toutefois, une telle mesure ne pourra être prise qu'après qu'il aura été donné aux parties contractantes notification écrite de cette suspension ou de ce retrait de concession et qu'il aura été procédé, si demande en est faite, à des consultations avec tout participant ou avec tout gouvernement accédant dont la liste de concessions tarifaires sera devenue liste annexée à l'accord général et qui aurait un intérêt substantiel dans le produit en cause. Toute suspension ou tout retrait ainsi effectué cessera d'être appliqué dès que possible et au plus tard le trentième jour qui suivra celui où la liste du participant ou du gouvernement accédant qui a un intérêt de principal fournisseur deviendra liste annexée à l'accord général.

4. a) Dans chaque cas où les lettres b) et c) du paragraphe 1 de l'article II de l'accord général se réfèrent à la date dudit accord, la date applicable en ce qui concerne chaque produit faisant l'objet d'une concession reprise dans une liste de concessions tarifaires annexée au présent protocole sera la date du présent protocole, réserve faite des obligations en vigueur à cette date;

b) dans le cas de la référence à la date de l'accord général que contient la lettre a) du paragraphe 6 de l'article II dudit accord, la date applicable en ce qui concerne une liste de concessions tarifaires annexée au présent protocole sera la date du présent protocole.

5. a) Le présent protocole sera ouvert à l'acceptation des participants, par signature ou d'autre manière, jusqu'au 30 juin 1980;

b) le présent protocole entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1980 pour les participants qui l'auront accepté à cette date ou auparavant; pour les participants qui l'accepteront après cette date, il entrera en vigueur pour chacun à la date de son acceptation.

6. Le présent protocole sera déposé auprès du directeur général des parties contractantes qui remettra sans tarder à chaque partie contractante à l'accord général et à la Communauté économique européenne une copie certifiée conforme du présent protocole et une notification de chaque acceptation dudit protocole conformément au paragraphe 5 ci-dessus.

7. Le présent protocole sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la charte des Nations unies.

Fait à Genève, le vingt-deux novembre mil neuf cent soixante-dix-neuf, en un seul exemplaire, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi. Pour les listes ci-annexées, le texte — français, anglais ou espagnol — qui fait foi est celui qui est indiqué dans la liste considérée.

2. a) De door elke deelnemer toegestane verlagingen zullen, behalve wanneer in zijn lijst anders is bepaald, ten uitvoer worden gelegd in gelijke jaarlijkse tranches met ingang van 1 januari 1980 en de totale verlaging zal uiterlijk per 1 januari 1987 in werking treden. Een deelnemer die op 1 juli 1980 of op een datum tussen 1 januari en 1 juli 1980 tariefverlagingen begint in te voeren zal, tenzij anders bepaald in zijn lijst, op die datum een verlaging toepassen gelijk aan twee achtste van de totale verlaging die nodig is om tot het definitieve tarief te komen, gevolgd door zes gelijke verlagingen met ingang van 1 januari 1982. Het verlaagde tarief moet bij elke tranche tot de eerste decimaal worden afgerond. De bepalingen van deze paragraaf zijn voor de deelnemers geen beletsel om de verlagingen in een kleiner aantal tranches of op een eerdere datum dan hierboven aangegeven ten uitvoer te leggen.

b) De tenuitvoerlegging van de aangehechte lijsten overeenkomstig bovenstaande paragraaf 2, sub a), zal op verzoek worden onderworpen aan een multilateraal onderzoek door de deelnemers die dit Protocol hebben aanvaard. Dit zal geen afbreuk doen aan de rechten en verplichtingen van de Verdragsluitende Partijen uit hoofde van de Algemene Overeenkomst.

3. Nadat de aan dit Protocol gehechte lijst van tariefconcessies van een deelnemer overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 1 een aan de Algemene Overeenkomst gehechte lijst is geworden, zal deze deelnemer op elk moment de in deze lijst opgenomen concessie geheel of gedeeltelijk kunnen opschorten of intrekken met betrekking tot elk produkt waarvoor de voornaamste leverancier een andere deelnemer is of een regering die gedurende de multilaterale handelsbesprekingen met het oog op toetreding onderhandelingen heeft gevoerd, doch wiens of wier lijst, zoals vastgesteld tijdens de multilaterale handelsbesprekingen, nog niet een aan de Algemene Overeenkomst gehechte lijst is geworden. Een dergelijke maatregel kan evenwel alleen worden genomen nadat de Verdragsluitende Partijen bij de Overeenkomst van deze concessie-opschorting of -intrekking schriftelijk in kennis zijn gesteld en nadat op verzoek overleg heeft plaatsgevonden met een deelnemer of toetredende regering, wiens of wier lijst van tariefconcessies een aan de Algemene Overeenkomst gehechte lijst is geworden en die bijzonder groot belang heeft bij het betrokken produkt. Alle aldus opgeschorte of ingetrokken concessies zullen ophouden te worden toegepast vanaf de dag waarop de lijst van de deelnemer of van de toetredende regering die de voornaamste leverancier is, een aan de Algemene Overeenkomst gehechte lijst wordt.

4. a) In elk geval waarin artikel II, lid 1, sub b) en sub c) van de Algemene Overeenkomst verwijst naar de datum van deze Overeenkomst, zal de geldende datum met betrekking tot elk produkt dat onderworpen is aan een concessie als neergelegd in een aan dit Protocol gehechte lijst van tariefconcessies, de datum van dit Protocol zijn, doch zulks onverminderd alle op die datum geldende verplichtingen.

b) In het geval dat artikel II, lid 6, sub a), van de Algemene Overeenkomst verwijst naar de datum van deze Overeenkomst zal de geldende datum met betrekking tot een aan dit Protocol gehechte lijst van tariefconcessies de datum van dit Protocol zijn.

5. a) Dit Protocol zal tot en met 30 juni 1980 openstaan voor aanvaarding van de deelnemers door ondertekening of anderszins.

b) Dit Protocol treedt op 1 januari 1980 in werking voor de deelnemers die het vóór deze datum hebben aanvaard; voor de deelnemers die het Protocol na deze datum aanvaardden, treedt het op de datum van aanvaarding in werking.

6. Dit Protocol wordt nedergelegd bij de Directeur-generaal van de Verdragsluitende Partijen bij de Overeenkomst, die aan elke Verdragsluitende Partij bij de Algemene Overeenkomst en aan de Europese Economische Gemeenschap onverwijld een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van dit Protocol en een kennisgeving van iedere aanvaarding ervan, overeenkomstig paragraaf 5, toezendt.

7. Dit Protocol zal worden geregistreerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties.

Gedaan te Genève, tweëntwintig november negentienhonderd negenenzeventig, in één enkel exemplaar in de Engelse en Franse taal, welke beide teksten gelijkelijk authentiek zijn. Voor de aangehechte lijsten is die tekst — Engels, Frans of Spaans — authentiek welke is aangegeven in de betrokken lijst.

Accord relatif aux obstacles techniques au commerce

PREAMBULE

Eu égard aux négociations commerciales multilatérales, LES PARTIES A L'ACCORD RELATIF AUX OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE (ci-après dénommés les « parties » et « l'accord »),

DESIREUSES de poursuivre les objectifs de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ci-après dénommé « l'accord général » ou « le GATT »);

RECONNAISSANT l'importance de la contribution que les systèmes internationaux de normalisation et de certification peuvent apporter à cet égard en renforçant l'efficacité de la production et en facilitant le commerce international;

DESIREUSES, par conséquent, d'encourager le développement des systèmes internationaux de normalisation et de certification;

DESIREUSES, toutefois, de faire en sorte que les règlements techniques et normes, y compris les prescriptions en matière d'emballage, de marquage et d'étiquetage, et les méthodes de certification de la conformité aux règlements techniques et aux normes ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce international;

RECONNAISSANT que rien ne saurait empêcher un pays de prendre les mesures nécessaires pour assurer la qualité de ses exportations, ou nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux, à la préservation des végétaux, à la protection de l'environnement ou à la prévention de pratiques de nature à induire en erreur, sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifié entre des pays où règnent les mêmes conditions, soit une restriction déguisée au commerce international;

RECONNAISSANT que rien ne saurait empêcher un pays de prendre les mesures nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité;

RECONNAISSANT la contribution que la normalisation internationale peut apporter au transfert de technologie des pays développés vers les pays en voie de développement;

RECONNAISSANT que les pays en voie de développement peuvent rencontrer des difficultés spéciales dans l'élaboration et l'application de règlements techniques, de normes et de méthodes de certification de la conformité aux règlements techniques et aux normes, et désireuses de les aider dans leurs efforts à cet égard,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}

Dispositions générales

1.1. Les termes généraux relatifs à la normalisation et à la certification auront normalement le sens qui leur est donné par les définitions adoptées dans le système des Nations unies et par les organismes internationaux à activité normative, compte tenu de leur contexte et de l'objet du présent accord.

1.2. Toutefois, aux fins du présent accord, les termes et expressions définis à l'annexe 1 auront le sens qui leur est donné dans cette annexe.

1.3. Tous les produits, c'est-à-dire les produits industriels et les produits agricoles, seront assujettis aux dispositions du présent accord.

(Vertaling)

Overeenkomst inzake technische handelsbelemmeringen

PREAMBULE

Uit hoofde van de multilaterale handelsbesprekingen zijn de Partijen bij de Overeenkomst inzake technische handelsbelemmeringen (hierna « Partijen » en « Overeenkomst » genoemd),

GELEID DOOR DE WENS de doelstellingen na te streven van de Algemene Overeenkomst inzake handel en tarieven (hierna « Algemene Overeenkomst » of « GATT » genoemd);

ZICH BEWUST van de aanzienlijke bijdrage die de internationale normaliserings- en certificeringssystemen ter zake kunnen hebben door de opvoering van de doelmatigheid van de productie en door de vergemakkelijking van de internationale handel;

GELEID DOOR DE WENS om bijgevolg de ontwikkeling van internationale normalisatie- en certificeringssystemen aan te moedigen;

GELEID DOOR DE WENS evenwel te bewerkstelligen dat de technische verordeningen en normen, met inbegrip van de voorschriften inzake verpakking, merking en etikettering, en de methodes voor de certificering van de conformiteit met de technische verordeningen en normen, geen onnodige belemmeringen vormen voor de internationale handel;

ERVENNENDE dat geen enkel land mag worden verhinderd de maatregelen te treffen die noodzakelijk zijn voor de veiligstelling van de kwaliteit van zijn export, voor de bescherming van de gezondheid en het leven van mensen, dieren en planten en voor de bescherming van het milieu of ter voorkoming van misleidende praktijken, onder voorbehoud dat deze maatregelen niet zodanig worden toegepast dat zij hetzij een willekeurige of onverantwoorde discriminatie vormen tussen landen waar dezelfde omstandigheden heersen, hetzij een gecamoufleerde beperking voor de internationale handel;

ERKENNENDE dat geen enkel land mag worden verhinderd de maatregelen te treffen die noodzakelijk zijn voor de bescherming van zijn essentiële veiligheidsbelangen;

ZICH BEWUST van de bijdrage die de internationale normalisatie kan leveren voor de overdracht van technologie van ontwikkelde landen naar ontwikkelingslanden;

ERKENNENDE dat de ontwikkelingslanden bijzondere moeilijkheden kunnen ondervinden bij de uitwerking en toepassing van technische verordeningen, normen en methoden voor de certificering van de conformiteit met de technische verordeningen en normen, en geleid door de wens deze landen in hun desbetreffende streven bij te staan.

het volgende OVEREENGEKOMEN :

ARTIKEL 1

Algemene bepalingen

1.1. De algemene termen met betrekking tot de normalisatie en de certificering hebben normaal gezien de betekenis die hun wordt gegeven door de definities die zijn aanvaard in het kader van het systeem van de Verenigde Naties en door de internationale normalisatie-instellingen, zulks met inachtneming van hun context en het doel van deze Overeenkomst.

1.2. Voor de toepassing van deze Overeenkomst hebben de termen en uitdrukkingen omschreven in bijlage 1 evenwel de betekenis die hieraan in deze bijlage wordt gegeven.

1.3. Alle producten, met inbegrip van industriële en landbouwproducten, vallen onder de bepalingen van deze Overeenkomst.

1.4. Les spécifications en matière d'achat qui sont élaborées par des organismes gouvernementaux pour les besoins de la production ou de la consommation d'organismes gouvernementaux ne sont pas assujetties aux dispositions du présent accord, mais sont couvertes par l'accord relatif aux marchés publics conformément à son champ d'application.

1.5. Toutes les références qui sont faites dans le présent accord aux règlements techniques, normes, méthodes destinées à assurer la conformité aux règlements techniques ou aux normes, et systèmes de certification, seront interprétées comme comprenant les modifications qui y seraient apportées, y compris les adjonctions aux règles de ces systèmes, ou aux produits qu'ils visent, à l'exception des modifications ou adjonctions de peu d'importance.

REGLEMENTS TECHNIQUES ET NORMES

ART. 2

Elaboration, adoption et application de règlements techniques et de normes par des institutions du gouvernement central

En ce qui concerne les institutions de leur gouvernement central :

2.1. Les parties feront en sorte que les règlements techniques et les normes ne soient ni élaborés, ni adoptés, ni appliqués en vue de créer des obstacles au commerce international. En outre, en ce qui concerne ces règlements techniques ou normes, elle appliqueront aux produits importés en provenance du territoire de toute partie un traitement non moins favorable que celui qui est appliqué aux produits similaires d'origine nationale et aux produits similaires originaires de tout autre pays. Elles feront en sorte également que ni les règlements techniques ou normes proprement dits, ni leur application, n'aient pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international;

2.2. Lorsque des règlements techniques ou des normes sont requis et que des normes internationales pertinentes existent ou sont sur le point d'être mises en forme finale, les parties utiliseront ces normes internationales ou leurs éléments pertinents comme base de règlements techniques ou des normes, sauf dans les cas où, comme il sera dûment expliqué si demande en est faite, ces normes internationales ou ces éléments seront inappropriés pour les parties concernées, par exemple pour les raisons suivantes : impératifs de la sécurité nationale, prévention de pratiques de nature à induire en erreur, protection de la santé ou de la sécurité des personnes, de la vie ou de la santé des animaux, préservation des végétaux, protection de l'environnement, facteurs climatiques ou autres facteurs géographiques fondamentaux, problèmes technologiques fondamentaux;

2.3. Afin d'harmoniser entre elles le plus largement possible leurs règlements techniques ou leurs normes, les parties participeront pleinement, dans les limites de leurs ressources, à l'élaboration, par les organismes internationaux à activité normative compétents, de normes internationales concernant les produits pour lesquels elles ont adopté, ou prévoient d'adopter, des règlements techniques ou des normes;

2.4. Toutes les fois que cela sera approprié, les parties définiront les règlements techniques ou les normes en fonction des propriétés d'emploi du produit plutôt que de sa conception ou de ses caractéristiques descriptives;

2.5. Toutes les fois qu'il n'existera pas de normes internationales pertinentes, ou que la teneur technique d'un règlement technique ou d'une norme projetés ne sera pas en substance la même que celle des normes internationales pertinentes, et si le règlement technique ou la norme est susceptible d'influer de manière notable sur les échanges commerciaux d'autres parties, les parties :

2.5.1. feront paraître dans une publication, assez tôt pour permettre aux parties intéressées d'en prendre connaissance, un avis selon lequel elles projettent d'adopter un règlement technique ou une norme déterminés;

1.4. De specificaties inzake aankopen, die door overheidsinstellingen worden uitgewerkt ten behoeve van de productie of het verbruik van overheidsinstellingen, vallen niet onder de bepalingen van deze Overeenkomst, maar onder de Overeenkomst inzake overheidsopdrachten overeenkomstig het toepassingsgebied daarvan.

1.5. Alle verwijzingen in de Overeenkomst naar technische verordeningen, normen, methodes ter verzekering van de conformiteit met technische verordeningen of normen, en certificeringssystemen worden zodanig uitgelegd dat zij alle hierin aangebrachte wijzigingen omvatten en alle toevoegingen aan de voorschriften of aan de betrokken producten, met uitzondering van wijzigingen of toevoegingen van ondergeschikt belang.

TECHNISCHE VERORDENINGEN EN NORMEN

ART. 2

Uitwerking, goedkeuring en toepassing van technische verordeningen en normen door instellingen van de centrale overheid

Wat de instellingen van hun centrale overheid betreft :

2.1. Zien de Partijen erop toe dat de technische verordeningen en de normen niet worden uitgewerkt, goedgekeurd of toegepast om belemmeringen voor de internationale handel te vormen. Voorts wordt voor wat deze technische verordeningen of normen betreft op ingevoerde producten van herkomst uit het grondgebied van Partijen, geen minder gunstige behandeling toegepast dan die welke wordt toegepast op soortgelijke producten van nationale oorsprong en soortgelijke producten van oorsprong uit een ander land. Voorts zien zij erop toe dat noch de technische verordeningen noch de normen zelf evenmin als de toepassing ervan ertoe leiden dat nodeloze belemmeringen voor de internationale handel ontstaan.

2.2. Wanneer technische verordeningen of normen vereist zijn en desbetreffende internationale normen bestaan of op het punt staan te worden voltooid, maken de Partijen hiervan of van de desbetreffende onderdelen ervan gebruik als basis voor de technische verordeningen of normen, behoudens indien, zoals desgewenst naar behoren wordt uiteengezet, deze internationale normen of onderdelen ervan niet geschikt zijn voor de betrokken Partijen, onder andere om de volgende redenen : eisen in verband met de nationale veiligheid, voorkoming van misleidende praktijken, bescherming van de gezondheid of de veiligheid van de mens, van het leven of de gezondheid van dieren of planten, dan wel van het milieu, fundamentele klimatologische of andere geografische factoren alsmede fundamentele technologische vraagstukken.

2.3. Ten einde de technische verordeningen en normen op zo ruim mogelijke schaal te harmoniseren, nemen de Partijen binnen de grenzen van hun mogelijkheden ten volle deel aan de uitwerking, via de bevoegde internationale normalisatie-instellingen, van internationale normen voor de producten waarvoor zij technische verordeningen of normen hebben goedgekeurd of denken goed te keuren.

2.4. Telkens wanneer zulks passend is omschrijven de Partijen de technische verordeningen en normen eerder op basis van de gebruikseigenschappen van het produkt dan op basis van het concept of de beschrijvende kenmerken ervan.

2.5. Telkens wanneer geen desbetreffende internationale norm bestaat of de technische inhoud van een voorgestelde technische verordening of norm niet wezenlijk gelijk is aan die van de desbetreffende internationale normen, en indien de technische verordening of norm een beduidende invloed kan hebben op het handelsverkeer van andere Partijen, zullen de Partijen :

2.5.1. zo spoedig mogelijk, opdat belanghebbende partijen op het grondgebied van de andere Partijen daarvan kennis kunnen nemen, in een mededeling aankondigen dat zij voornemens zijn een bepaalde technische verordening of norm goed te keuren;

2.5.2. notifieront aux autres parties, par l'intermédiaire du secrétariat du GATT, les produits qui seront visés par des règlements techniques, en indiquant brièvement l'objectif et la raison d'être des règlements techniques projetés;

2.5.3. fourniront, sur demande et sans discrimination, aux autres parties en ce qui concerne les règlements techniques, et aux parties intéressées établies sur le territoire d'autres parties en ce qui concerne les normes, des détails sur les règlements techniques ou les normes projetés, ou le texte de ces projets et, toutes les fois que cela sera possible, identifieront les éléments qui diffèrent en substance des normes internationales pertinentes;

2.5.4. en ce qui concerne les règlements techniques, ménageront un délai raisonnable aux autres parties, sans discrimination, pour leur permettre de présenter leurs observations par écrit, discuteront de ces observations si demande leur en est faite, et tiendront compte de ces observations écrites et des résultats de ces discussions;

2.5.5. en ce qui concerne les normes, ménageront un délai raisonnable aux parties intéressées établies sur le territoire d'autres parties pour leur permettre de présenter leurs observations par écrit, discuteront de ces observations avec les autres parties si demande leur en est faite, et tiendront compte de ces observations écrites et des résultats de ces discussions.

2.6. Dans les conditions envisagées dans la partie introductive de l'article 2 paragraphe 2.5, si des problèmes urgents de sécurité, de santé, de protection de l'environnement ou de sécurité nationale se posent ou risquent de se poser à une partie, celle-ci pourra, suivant ce qu'elle jugera nécessaire, omettre telles ou telles des démarches énumérées à l'article 2 paragraphe 2.5, sous réserve que, au moment où elle adoptera un règlement technique ou une norme,

2.6.1. elle notifie immédiatement aux autres parties, par l'intermédiaire du secrétariat du GATT, le règlement technique en question et les produits visés, en indiquant brièvement l'objectif et la raison d'être du règlement technique, y compris la nature des problèmes urgents,

2.6.2. elle fournisse, sur demande et sans discrimination, aux autres parties le texte du règlement technique, et aux parties intéressées établies sur le territoire d'autres parties le texte de la norme,

2.6.3. elle ménage sans discrimination, aux autres parties en ce qui concerne les règlements techniques, et aux parties intéressées établies sur le territoire d'autres parties en ce qui concerne les normes, la possibilité de présenter leurs observations par écrit, discute de ces observations avec les autres parties si demande lui en est faite, et tiennent compte de ces observations écrites et des résultats de toute discussion de ce genre,

2.6.4. elle tienne également compte de toute suite donnée par le comité aux consultations effectuées conformément aux procédures prévues à l'article 14.

2.7. Les parties feront en sorte que tous les règlements techniques et toutes les normes qui auront été adoptés soient publiés dans les moindres délais pour permettre aux parties intéressées d'en prendre connaissance.

2.8. Sauf dans les circonstances d'urgence visées à l'article 2 paragraphe 2.6, les parties ménageront un délai raisonnable entre la publication d'un règlement technique et sa mise en vigueur, afin de laisser aux producteurs établis dans les pays exportateurs, en particulier dans les pays en voie de développement, le temps d'adapter leurs produits ou leurs méthodes de production aux exigences du pays importateur.

2.9. Les parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les organismes régionaux à activité normative dont elles sont membres se conforment aux dispositions de l'article 2 paragraphes 2.1 à 2.8. En outre, les parties ne prendront pas de mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager ces organismes à agir d'une manière incompatible avec ces dispositions.

2.5.2. de andere Partijen via het secretariaat van het GATT in kennis stellen van de produkten die onder de technische verordeningen vallen, met een beknopte vermelding van het doel van en de beweegreden voor de voorgenomen technische verordeningen;

2.5.3. op verzoek zonder onderscheid aan de andere Partijen voor wat betreft de technische verordeningen, en aan belanghebbende partijen op het grondgebied van de andere Partijen voor wat betreft de normen, bijzonderheden of afschriften van de voorgenomen technische verordeningen of normen verstrekken en, zo mogelijk, de elementen aanduiden die wezenlijk van de desbetreffende internationale normen verschillen;

2.5.4. wat de technische verordeningen betreft, de andere Partijen zonder onderscheid een redelijke termijn geven voor het indienen van schriftelijke opmerkingen, deze opmerkingen desgewenst bespreken en rekening houden met deze schriftelijke opmerkingen en met de resultaten van deze besprekingen;

2.5.5. wat de normen betreft, de belanghebbende partijen op het grondgebied van de andere Partijen een redelijke termijn geven voor het indienen van schriftelijke opmerkingen, deze opmerkingen met de andere Partijen desgewenst bespreken en rekening houden met deze schriftelijke opmerkingen en met de resultaten van deze besprekingen.

2.6. Behoudens het bepaalde in de aanhef van artikel 2, lid 5, kan, indien zich voor een Partij spoedeisende vraagstukken inzake veiligheid, gezondheid, milieubescherming of nationale veiligheid voordoen of dreigen voor te doen, die Partij, indien zij zulks noodzakelijk acht, afzien van een in artikel 2, lid 5, opgesomde maatregel, op voorwaarde dat de Partij bij goedkeuring van een technische verordening of norm:

2.6.1. onmiddellijk via het secretariaat van het GATT de andere Partijen in kennis stelt van de technische verordening en de produkten die hieronder vallen, met een beknopte vermelding van het doel van en de beweegreden voor de technische verordening, met inbegrip van de aard van de spoedeisende vraagstukken;

2.6.2. desgewenst zonder onderscheid aan de andere Partijen afschriften van de technische verordening verstrekt en aan de belanghebbende partijen op het grondgebied van andere Partijen afschriften van de norm;

2.6.3. zonder onderscheid aan de andere Partijen voor wat betreft de technische verordeningen en aan de belanghebbende partijen op het grondgebied van de andere Partijen voor wat betreft de normen de mogelijkheid biedt schriftelijke opmerkingen in te dienen, deze opmerkingen desgewenst met de andere Partijen bespreekt en rekening houdt met deze schriftelijke opmerkingen en met de resultaten van alle besprekingen van dien aard;

2.6.4. ook rekening houdt met elk gevolg dat door het Comité wordt gegeven aan het overleg dat heeft plaatsgevonden overeenkomstig de procedures van artikel 14.

2.7. De Partijen zien erop toe dat alle technische verordeningen en normen die zijn goedgekeurd, onverwijld worden bekendgemaakt opdat de belanghebbende partijen hiervan kennis kunnen nemen.

2.8. Behalve in de spoedeisende omstandigheden, bedoeld in artikel 2, lid 6, nemen de Partijen een redelijke termijn in acht tussen de bekendmaking van een technische verordening en de inwerkingtreding ervan, opdat de producenten in de uitvoerlanden en in het bijzonder in de ontwikkelingslanden, voldoende tijd hebben om hun produkten of produktiemethoden aan de vereisten van het invoerland aan te passen.

2.9. De Partijen treffen alle redelijke maatregelen die in hun vermogen liggen opdat de regionale normalisatie-instellingen waarvan zij lid zijn, zich voegen naar het bepaalde in artikel 2, leden 1 tot en met 8. Voorts treffen de Partijen geen maatregelen die deze instellingen er direct of indirect toe kunnen verplichten of aanmoedigen te handelen op een wijze die onverenigbaar is met deze bepalingen.

2.10. Lorsqu'elles adopteront une norme régionale en tant que règlement technique ou norme, les parties qui sont membres d'organismes régionaux à activité normative rempliront les obligations énoncées à l'article 2 paragraphes 2.1 à 2.8, sauf dans la mesure où les organismes régionaux à activité normative les auraient déjà remplies.

ART. 3

Elaboration, adoption et application de règlements techniques et de normes par des institutions publiques locales

3.1. Les parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les institutions publiques locales de leur ressort territorial se conforment aux dispositions de l'article 2, à l'exception de celles de ses paragraphes 2.3, 2.5.2, 2.9 et 2.10, en notant que c'est aux parties qu'il incombera de fournir les renseignements sur les règlements techniques visés à l'article 2 paragraphes 2.5.3 et 2.6.2, ainsi que de présenter les observations et de se prêter aux discussions visées à l'article 2 paragraphes 2.5.4 et 2.6.3. En outre, les parties ne prendront pas de mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager ces institutions publiques locales à agir d'une manière incompatible avec l'une quelconque des dispositions de l'article 2.

ART. 4

Elaboration, adoption et application de règlements techniques et de normes par des organismes non gouvernementaux

4.1. Les parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les organismes non gouvernementaux de leur ressort territorial se conforment aux dispositions de l'article 2, à l'exception de celles de l'article 2 paragraphe 2.5.2, et pour autant que la possibilité de présenter des observations et de participer aux discussions, visées à l'article 2 paragraphes 2.5.4 et 2.6.3, puisse être également donnée aux parties intéressées établies sur le territoire d'autres parties. En outre, les parties ne prendront pas de mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager ces organismes non gouvernementaux à agir d'une manière incompatible avec l'une quelconque des dispositions de l'article 2.

CONFORMITE AUX REGLEMENTS TECHNIQUES ET AUX NORMES

ART. 5

Détermination de la conformité aux règlements techniques ou aux normes par les institutions du gouvernement central

5.1. Dans les cas où il est exigé une assurance positive que des produits sont conformes à des règlements techniques ou à des normes, les parties feront en sorte que les institutions de leur gouvernement central appliquent les dispositions ci-après aux produits originaires du territoire d'autres parties :

5.1.1. les produits importés seront acceptés pour essai à des conditions non moins favorables que celles qui sont appliquées aux produits similaires d'origine nationale ou d'importation dans une situation comparable;

5.1.2. les méthodes d'essai et les procédures administratives applicables aux produits importés ne seront ni plus complexes ni moins rapides que celles qui sont appliquées, dans une situation comparable, aux produits similaires d'origine nationale ou originaires de tout autre pays;

5.1.3. les redevances éventuellement appliquées pour l'essai de produits importés seront équitables par rapport à celles qui seraient exigibles pour l'essai de produits similaires d'origine nationale ou originaires de tout autre pays;

2.10. Wanneer zij een regionale norm goedkeuren als een technische verordening of norm, komen de Partijen die lid zijn van regionale normalisatie-instellingen de verplichtingen van artikel 2, leden 1 tot en met 8, na, behoudens indien de regionale normalisatie-instellingen deze reeds zijn nagekomen.

ART. 3

Uitwerking, goedkeuring en toepassing van technische verordeningen en normen door plaatselijke overheidsinstellingen

3.1. De Partijen treffen alle redelijke maatregelen die in hun vermogen liggen opdat de plaatselijke overheidsinstellingen op hun grondgebied zich voegen naar de bepalingen van artikel 2, met uitzondering van artikel 2, lid 3, lid 5, punt 2, lid 9 en lid 10; de Partijen hebben tot taak de inlichtingen te verstrekken betreffende de technische verordeningen bedoeld in artikel 2, lid 5, punt 3, en lid 6, punt 2, de opmerkingen in te dienen en de besprekingen te voeren bedoeld in artikel 2, lid 5, punt 4, en lid 6, punt 3. Voorts treffen de Partijen geen maatregelen die deze plaatselijke overheidsinstellingen er direct of indirect toe kunnen verplichten of aanmoedigen te handelen op een wijze die onverenigbaar is met de bepalingen van artikel 2.

ART. 4

Uitwerking, goedkeuring en toepassing van technische verordeningen en normen door niet-gouvernementele instellingen

4.1. De Partijen treffen alle redelijke maatregelen die in hun vermogen liggen opdat de niet-gouvernementele instellingen op hun grondgebied zich voegen naar de bepalingen van artikel 2, met uitzondering van artikel 2, lid 5, punt 2, en op voorwaarde dat de belanghebbende partijen op het grondgebied van andere Partijen eveneens de opmerkingen kunnen indienen en de besprekingen kunnen voeren bedoeld in artikel 2, lid 5, punt 4, en lid 6, punt 3. Voorts treffen de Partijen geen maatregelen die deze niet-gouvernementele instellingen er direct of indirect toe kunnen verplichten of aanmoedigen te handelen op een wijze die onverenigbaar is met de bepalingen van artikel 2.

CONFORMITEIT MET TECHNISCHE VERORDENINGEN EN NORMEN

ART. 5

Vaststelling van de conformiteit met technische verordeningen en normen door instellingen van de centrale overheid

5.1. Ingeval een positieve verklaring is vereist dat produkten conform zijn met de technische verordeningen of normen, zien de Partijen erop toe dat de instellingen van de centrale overheid de volgende bepalingen toepassen op produkten van oorsprong tot het grondgebied van andere Partijen :

5.1.1. de ingevoerde produkten worden voor proefneming geaccepteerd onder voorwaarden die niet minder gunstig zijn dan die welke worden toegepast op soortgelijke produkten van nationale oorsprong of ingevoerde produkten in een vergelijkbare situatie; -

5.1.2. de proefnemingsmethoden en de administratieve procedures voor ingevoerde produkten zijn niet ingewikkelder noch minder snel dan die welke in een vergelijkbare situatie worden toegepast op soortgelijke produkten van nationale oorsprong of van oorsprong uit een ander land;

5.1.3. de gelden die eventueel voor de proefneming ten aanzien van ingevoerde produkten worden geheven, zijn billijk ten opzichte van die welke worden geheven voor de proefneming ten aanzien van soortgelijke produkten van nationale oorsprong of afkomstig uit een ander land;

5.1.4. les résultats des essais seront communiqués à l'exportateur, à l'importateur ou à leurs agents, si demande en est faite, de manière que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité;

5.1.5. le choix de l'emplacement des installations d'essai et les procédures de prélèvements des échantillons aux fins d'essai ne seront pas de nature à constituer une gêne non nécessaire pour les importateurs, pour les exportateurs ou pour leurs agents;

5.1.6. le caractère confidentiel des renseignements concernant les produits importés, qui peuvent résulter des essais ou être fournis à cette occasion, sera respecté de la même façon que dans le cas des produits d'origine nationale.

5.2. Toutefois, afin de faciliter la détermination de la conformité à des règlements techniques ou à des normes dans les cas où une telle assurance positive est exigée, les parties feront en sorte, toutes les fois que cela sera possible, que les institutions de leur gouvernement central acceptent les résultats d'essais, les certificats ou marques de conformité émanant d'organismes compétents du ressort territorial d'autres parties, ou se satisfassent de l'autocertification de producteurs établis sur le territoire d'autres parties, même lorsque les méthodes d'essai diffèrent des leurs, à la condition qu'elles aient la certitude que les méthodes utilisées sur le territoire de la partie exportatrice fournissent un moyen suffisant de déterminer la conformité aux règlements techniques ou aux normes applicables. Il est reconnu que des consultations préalables pourraient être nécessaires pour arriver à un accord mutuellement satisfaisant au sujet de l'autocertification, des méthodes d'essai et résultats d'essais, et des certificats ou marques de conformité utilisés sur le territoire de la partie exportatrice, en particulier dans le cas des denrées périssables et autres produits susceptibles d'altération pendant le transport.

5.3. Les parties feront en sorte que les méthodes d'essai et les procédures administratives appliquées par les institutions du gouvernement central soient de nature à permettre autant que possible dans la pratique la mise en œuvre des dispositions de l'article 5, paragraphe 5.2.

5.4. Aucune disposition du présent article n'empêchera les parties d'exécuter des contrôles par sondage raisonnables sur leur territoire.

ART. 6

Détermination de la conformité aux règlements techniques ou aux normes par les institutions publiques locales et les organismes non gouvernementaux

6.1. Les parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les institutions publiques locales et les organismes non gouvernementaux de leur ressort territorial se conforment aux dispositions de l'article 5. En outre, les parties ne prendront pas de mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager ces institutions ou organismes à agir d'une manière incompatible avec l'une quelconque des dispositions de l'article 5.

SYSTEMES DE CERTIFICATION

ART. 7

Systemes de certification appliqués par des institutions du gouvernement central

En ce qui concerne les institutions de leur gouvernement central :

7.1. Les parties feront en sorte que les systèmes de certification ne soient ni élaborés ni appliqués en vue de créer des obstacles au commerce international. Elles feront en sorte également que ni les systèmes de certification proprement dits, ni leur application, n'aient pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international.

5.1.4. de resultaten van de proefnemingen worden desgewenst aan de exporteur, de importeur of hun agenten medegedeeld, opdat zo nodig correcties kunnen worden aangebracht;

5.1.5. de keuze van de vestigingsplaats van de proefnemingsinstallaties en de procedures voor monsterrekking ten behoeve van de proefnemingen zijn niet van dien aard dat zij eenodeloze belemmering vormen voor importeurs, exporteurs of hun agenten;

5.1.6. het vertrouwelijke karakter van de inlichtingen betreffende de ingevoerde produkten, die kunnen voortvloeien uit de proefnemingen of bij die gelegenheid kunnen worden verstrekt, wordt op dezelfde wijze in acht genomen als in het geval van produkten van nationale oorsprong.

5.2. Ten einde evenwel de vaststelling van de conformiteit met technische verordeningen en normen te vergemakkelijken, ingeval een dergelijke positieve verklaring is vereist, zien de Partijen er zoveel mogelijk op toe dat de instellingen van hun centrale overheid de proefnemingsresultaten, de conformiteitscertificaten of -merken afkomstig van bevoegde instellingen op het grondgebied van andere Partijen aanvaarden, dan wel genoegen nemen met de eigen certificering van producenten die op het grondgebied van andere Partijen zijn gevestigd, zelfs indien de proefnemingsmethoden van hun eigen methoden afwijken, op voorwaarde dat zij ervan overtuigd zijn dat de methoden die op het grondgebied van de exporterende Partij worden toegepast een toereikend middel verschaffen ter vaststelling van de conformiteit met de desbetreffende technische verordeningen en normen. Erkend wordt dat voorafgaand overleg wellicht noodzakelijk is om tot een wederzijds bevredigend akkoord te komen ten aanzien van de eigen certificering, de proefnemingsmethoden en -resultaten alsmede ten aanzien van de op het grondgebied van de exporterende Partij gebruikte conformiteitscertificaten of -merken, in het bijzonder in het geval van bederfelijke produkten of andere produkten die tijdens het vervoer schade kunnen ondervinden.

5.3. De Partijen zien erop toe dat de proefnemingsmethoden en de door de instellingen van de centrale overheid toegepaste administratieve procedures zodanig zijn dat het bepaalde in artikel 5, lid 2, ten uitvoer kan worden gelegd.

5.4. Geen enkele bepaling van dit artikel belet de Partijen op hun grondgebied redelijke steekproefcontroles uit te voeren.

ART. 6

Vaststelling van de conformiteit met technische verordeningen en normen door plaatselijke overheidsinstellingen en niet-gouvernementele instellingen

6.1. De Partijen treffen alle redelijke maatregelen die in hun vermogen liggen opdat de plaatselijke overheidsinstellingen en niet-gouvernementele instellingen op hun grondgebied zich voegen naar het bepaalde in artikel 5. Voorts treffen de Partijen geen maatregelen die deze instellingen er direct of indirect toe kunnen verplichten of aansporen te handelen op een wijze die onverenigbaar is met de bepalingen van artikel 5.

CERTIFICERINGSSYSTEMEN

ART. 7

Certificeringssystemen die worden toegepast door instellingen van de centrale overheid

Wat de instellingen van hun centrale overheid betreft :

7.1. Zien de Partijen erop toe dat de certificeringssystemen niet worden uitgewerkt of toegepast om belemmeringen voor de internationale handel te vormen. Voorts zien zij erop toe dat noch de certificeringssystemen zelf noch de toepassing ervan tot leiden dat odeloze belemmeringen voor de internationale handel ontstaan.

7.2. Les parties feront en sorte que les systèmes de certification soient élaborés et appliqués de manière que les fournisseurs de produits similaires originaires du territoire d'autres parties y aient accès à des conditions qui ne soient pas moins favorables que celles qui sont consenties aux fournisseurs de produits similaires d'origine nationale ou originaires de tout autre pays, y compris la détermination que ces fournisseurs sont désireux et en mesure de remplir les obligations que comporte le système. Un fournisseur a accès à un système lorsqu'il obtient de la partie importatrice une certification selon les règles de ce système. Cela implique aussi qu'il reçoive la marque du système; s'il en existe une, à des conditions qui ne soient pas moins favorables que celles qui sont consenties aux fournisseurs de produits similaires d'origine nationale ou originaires de tout autre pays.

7.3. Les parties :

7.3.1. feront paraître dans une publication, assez tôt pour permettre aux parties intéressées d'en prendre connaissance, un avis selon lequel elles projettent d'adopter un système de certification;

7.3.2. notifieront au secrétariat du GATT les produits qui seront visés par le système projeté, en indiquant brièvement l'objectif de ce système;

7.3.3. fourniront sur demande et sans discrimination aux autres parties des détails sur les règles projetées relatives à l'application du système, ou le texte de ces règles;

7.3.4. ménageront un délai raisonnable aux autres parties, sans discrimination, pour leur permettre de présenter par écrit leurs observations au sujet de l'élaboration et du fonctionnement du système, discuteront de ces observations si demande leur en est faite, et tiendront compte de ces observations.

7.4. Cependant, si des problèmes urgents de sécurité, de santé, de protection de l'environnement ou de sécurité nationale se posent ou risquent de se poser à une partie, cette partie pourra, suivant ce qu'elle jugera nécessaire, omettre telles ou telles des démarches énumérées à l'article 7, paragraphe 7.3., sous réserve que, au moment où elle adopte le système de certification,

7.4.1. elle notifie immédiatement aux autres parties, par l'intermédiaire du secrétariat du GATT, le système de certification en question et les produits visés, en indiquant brièvement l'objectif et la raison d'être du système, y compris la nature des problèmes urgents;

7.4.2. elle fournisse sur demande et sans discrimination aux autres parties le texte des règles du système;

7.4.3. elle ménage sans discrimination aux autres parties la possibilité de présenter leurs observations par écrit, discute de ces observations si demande lui en est faite, et tienne compte de ces observations écrites et des résultats de toute discussion de ce genre.

7.5. Les parties feront en sorte que toutes les règles des systèmes de certification qui auront été adoptées soient publiées.

ART. 8

Systèmes de certification appliqués par des institutions publiques locales et des organismes non gouvernementaux

8.1. Les parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que, dans l'application de systèmes de certification, les institutions publiques locales et les organismes non gouvernementaux de leur ressort territorial se conforment aux dispositions de l'article 7, à l'exception de celles de l'article 7, paragraphe 7.3.2, en notant que c'est aux parties qu'il incombera de fournir les renseignements visés à l'article 7, paragraphe 7.3.3 et 7.4.2, de présenter la notification visée à l'article 7, paragraphe 7.4.1, ainsi que de présenter les observations et de se prêter aux discussions visées à l'article 7, paragraphe 7.4.3.

7.2. Zien de Partijen erop toe dat de certificeringssystemen zodanig worden opgezet en toegepast dat de leveranciers van soortgelijke produkten van oorsprong uit het grondgebied van andere Partijen toegang verkrijgen onder voorwaarden die niet minder gunstig zijn dan die welke worden toegekend aan leveranciers van soortgelijke produkten van nationale oorsprong of van oorsprong uit een ander land, met inbegrip van de vaststelling dat deze leveranciers de verplichtingen van het systeem kunnen en willen nakomen. Een leverancier krijgt toegang wanneer hij van een invoerende Partij een certificering verkrijgt volgens de regels van het systeem. Dit houdt eveneens in dat hij het merk van het systeem ontvangt, indien er een bestaat, onder voorwaarden die niet minder gunstig zijn dan die welke worden toegekend aan de leveranciers van produkten van nationale oorsprong of van oorsprong uit een ander land.

7.3. De Partijen

7.3.1. kondigen zo spoedig mogelijk op een geschikt ogenblik, opdat de belanghebbende partijen op het grondgebied van de andere Partijen hiervan kennis kunnen nemen, in een mededeling aan dat zij voornemens zijn een certificeringssysteem goed te keuren;

7.3.2. stellen het secretariaat van het GATT in kennis van de produkten die onder het voorgenomen systeem vallen, met een beknopte vermelding van het doel van het voorgenomen systeem;

7.3.3. verstrekken op verzoek aan de andere Partijen zonder onderscheid bijzonderheden of afschriften van de voorgenomen voorschriften van het systeem;

7.3.4. geven de andere Partijen zonder onderscheid een redelijke termijn om schriftelijke opmerkingen in te dienen over de opzet en de werking van het systeem, bespreken de opmerkingen desgewenst en houden hiermee rekening.

7.4. Indien zich evenwel voor een Partij spoedeisende vraagstukken op het gebied van de veiligheid, gezondheid, milieubescherming of nationale veiligheid voordoen of dreigen voor te doen, kan die Partij, indien zij zulks noodzakelijk acht, afzien van een in artikel 7, lid 3, opgesomde maatregel, op voorwaarde dat zij bij goedkeuring van het certificeringssysteem,

7.4.1. onmiddellijk via het secretariaat van het GATT de andere Partijen in kennis stelt van het betrokken certificeringssysteem en de produkten die hieronder vallen, met een beknopte vermelding van het doel van en de beweegreden voor het systeem, met inbegrip van de aard van de spoedeisende vraagstukken;

7.4.2. desgewenst zonder onderscheid aan de andere Partijen afschriften van de voorschriften van het systeem verstrekt;

7.4.3. aan de andere Partijen zonder onderscheid de mogelijkheid biedt schriftelijke opmerkingen in te dienen, deze opmerkingen desgewenst bespreekt en rekening houdt met deze schriftelijke opmerkingen en met de resultaten van alle besprekingen van dien aard.

7.5. De Partijen zien erop toe dat alle goedgekeurde voorschriften van certificeringssystemen worden bekendgemaakt.

ART. 8

Certificeringssystemen die worden toegepast door plaatselijke overheidsinstellingen en niet-gouvernementele instellingen

8.1. De Partijen treffen alle redelijke maatregelen die in hun vermogen liggen opdat de plaatselijke overheidsinstellingen en de niet-gouvernementele organismen op hun grondgebied zich bij de toepassing van certificeringssystemen voegen naar de bepalingen van artikel 7, met uitzondering van artikel 7, lid 3, punt 2; de Partijen hebben tot taak de inlichtingen te verstrekken bedoeld in artikel 7, lid 3, punt 3, en lid 4, punt 2, kennis te geven zoals bedoeld in artikel 7, lid 4, punt 1, evenals de opmerkingen in te dienen en de besprekingen te voeren bedoeld in artikel 7, lid 4, punt 3. Voorts treffen de Partijen

En outre, les parties ne prendront pas de mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager ces institutions ou organismes à agir d'une manière incompatible avec l'une quelconque des dispositions de l'article 7.

8.2. Les parties feront en sorte que les institutions de leur gouvernement central ne se fondent sur des systèmes de certification appliqués par des institutions publiques locales et des organismes non gouvernementaux que dans la mesure où ces institutions, organismes et systèmes se conforment aux dispositions pertinentes de l'article 7.

ART. 9

Systèmes internationaux et régionaux de certification

9.1. Dans les cas où une assurance positive de conformité à un règlement technique ou à une norme est exigée d'une autre source que le fournisseur, les parties, toutes les fois que cela sera possible dans la pratique, élaboreront des systèmes internationaux de certification et en deviendront membres ou y participeront.

9.2. Les parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les systèmes internationaux et régionaux de certification dont sont membres ou auxquels participent des organismes compétents de leur ressort territorial se conforment aux dispositions de l'article 7, à l'exception de celles de l'article 7, paragraphe 7.2, eu égard aux dispositions de l'article 9, paragraphe 9.3. En outre, les parties ne prendront pas de mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager ces systèmes à agir d'une manière incompatible avec l'une quelconque des dispositions de l'article 7.

9.3. Les parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les systèmes internationaux et régionaux de certification dont sont membres, ou auxquels participent, des organismes compétents de leur ressort territorial soient élaborés et appliqués de manière que les fournisseurs de produits similaires originaires du territoire d'autres parties y aient accès à des conditions qui ne soient pas moins favorables que celles qui sont consenties aux fournisseurs de produits similaires originaires d'un pays membre, d'un pays participant ou de tout autre pays, y compris la détermination que ces fournisseurs sont désireux et en mesure de remplir les obligations que comporte le système. Un fournisseur a accès à un système lorsqu'il obtient, selon les règles du système, une certification d'une partie importatrice qui est membre du système ou qui y participe, ou d'un organisme habilité par ce système à délivrer une certification. Cela implique aussi qu'il reçoive la marque du système, s'il en existe une, à des conditions qui ne soient pas moins favorables que celles qui sont consenties aux fournisseurs de produits similaires originaires d'un pays membre ou d'un pays participant.

9.4. Les parties feront en sorte que les institutions de leur gouvernement central ne se fondent sur des systèmes internationaux ou régionaux de certification que dans la mesure où ces systèmes se conforment aux dispositions des articles 7 et 9 paragraphe 9.3.

INFORMATION ET ASSISTANCE

ART. 10

Informations sur les règlements techniques, les normes et les systèmes de certification

10.1. Chaque partie fera en sorte qu'il existe un point d'information qui soit en mesure de répondre à toutes les demandes raisonnables de renseignements émanant de parties intéressées établies sur le territoire d'autres parties et concernant :

10.1.1. tout règlement technique qu'ont adopté ou que projettent d'adopter, dans son ressort territorial, des institutions du gouvernement

geen maatregelen die deze instellingen er direct of indirect toe kunnen verplichten of aansporen te handelen op een wijze die onverenigbaar is met de bepalingen van artikel 7.

8.2. De Partijen zien erop toe dat de instellingen van hun centrale overheid zich alleen baseren op certificeringssystemen die worden toegepast door plaatselijke overheidsinstellingen en niet-gouvernementele instellingen voor zover deze instellingen en systemen in overeenstemming zijn met de desbetreffende bepalingen van artikel 7.

ART. 9

Internationale en regionale certificeringssystemen

9.1. Ingeval een andere positieve verklaring inzake de conformiteit met een technische verordening of norm wordt vereist dan die van de leverancier, werken de Partijen, indien mogelijk, internationale certificeringssystemen uit en worden zij hiervan lid of nemen zij hieraan deel.

9.2. De Partijen treffen alle redelijke maatregelen die in hun vermogen liggen opdat de internationale en regionale certificeringssystemen, waarvan bevoegde instellingen op hun grondgebied lid zijn of waaraan deze deelnemen, zich voegen naar de bepalingen van artikel 7, met uitzondering van lid 2, gezien het bepaalde in artikel 9, lid 3. Voorts treffen de Partijen geen maatregelen die deze systemen er direct of indirect toe kunnen verplichten of aansporen te handelen op een wijze die onverenigbaar is met de bepalingen van artikel 7.

9.3. De Partijen treffen alle redelijke maatregelen die in hun vermogen liggen opdat de internationale of regionale certificeringssystemen waarvoor bevoegde instellingen op hun grondgebied lid zijn of waaraan deze deelnemen, zodanig worden opgezet en toegepast dat de leveranciers van soortgelijke producten van oorsprong uit het grondgebied van andere Partijen toegang verkrijgen onder voorwaarden die niet minder gunstig zijn dan die welke worden toegekend aan leveranciers van soortgelijke producten van oorsprong uit een Lid-Staat, een deelnemend land of een ander land, met inbegrip van de vaststelling dat deze leveranciers de verplichtingen van het systeem kunnen en willen nakomen. Een leverancier krijgt toegang wanneer hij een certificering verkrijgt van een invoerende Partij die lid is van het systeem of daaraan deelneemt, of van een instelling die door het systeem is gemachtigd tot afgifte van een certificering volgens de voorschriften van het systeem. Dit houdt eveneens in dat hij het merk van het systeem ontvangt, indien er een bestaat, onder voorwaarden die niet minder gunstig zijn dan die welke worden toegekend aan de leveranciers van soortgelijke producten van oorsprong uit een Lid-Staat of een deelnemend land.

9.4. De Partijen zien erop toe dat de instellingen van hun centrale overheid zich alleen op internationale of regionale certificeringssystemen baseren voor zover deze systemen in overeenstemming zijn met de bepalingen van de artikelen 7 en 9, lid 3.

INFORMATIE EN BIJSTAND

ART. 10

Inlichtingen betreffende technische verordeningen, normen en certificeringssystemen

10.1. Iedere Partij ziet erop toe dat er een informatiecentrum bestaat dat in staat is alle redelijke verzoeken om inlichtingen van belanghebbende partijen op het grondgebied van de andere Partijen te beantwoorden betreffende :

10.1.1. technische verordeningen die op hun grondgebied zijn goedgekeurd of voorgenomen door instellingen van de centrale overheid,

central, des institutions publiques locales, des organismes non gouvernementaux légalement habilités à faire appliquer un règlement technique, ou des organismes régionaux à activité normative dont ces institutions ou organismes sont membres, ou auxquels ils participent;

10.1.2. toute norme qu'ont adoptée ou que projettent d'adopter, dans son ressort territorial, des institutions du gouvernement central, des institutions publiques locales ou des organismes régionaux à activité normative dont ces institutions ou organismes sont membres, ou auxquels ils participent;

10.1.3. tout système de certification, existant ou projeté, qu'applique, dans son ressort territorial, des institutions du gouvernement central, des institutions publiques locales, des organismes non gouvernementaux légalement habilités à faire appliquer un règlement technique, ou des organismes régionaux de certification dont ces institutions ou organismes sont membres, ou auxquels ils participent;

10.1.4. les endroits où peuvent être trouvés les avis publiés conformément au présent accord, ou l'indication des endroits où ces renseignements peuvent être obtenus et

10.1.5. les endroits où se trouvent les points d'information dont il est question à l'article 10, paragraphe 10.2.

10.2. Chaque partie prendra toutes mesures raisonnables en son pouvoir pour faire en sorte qu'il existe un ou plusieurs points d'information qui soient en mesure de répondre à toutes les demandes raisonnables de renseignements émanant de parties intéressées établies sur le territoire d'autres parties et concernant :

10.2.1. toute norme qu'ont adoptée ou que projettent d'adopter, dans son ressort territorial, des organismes régionaux à activité normative dont ces organismes sont membres, ou auxquels ils participent, et

10.2.2. tout système de certification, existant ou projeté, qu'applique, dans son ressort territorial, des organismes non gouvernementaux de certification ou des organismes régionaux de certification dont ces organismes sont membres, ou auxquels ils participent.

10.3. Les parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que, lorsque des exemplaires de documents seront demandés par d'autres parties ou par des parties intéressées établies sur le territoire d'autres parties, conformément aux dispositions du présent accord, ces exemplaires soient fournis aux demandeurs au même prix (sauf gratuité) qu'aux ressortissants de la partie concernée.

10.4. Lorsqu'il recevra des notifications conformément aux dispositions du présent accord, le secrétariat du GATT en communiquera le texte à toutes les parties et à tous les organismes internationaux à activité normative et de certification intéressés, et il appellera l'attention des pays en voie de développement parties à l'accord sur toute notification relative à des produits qui présentent pour eux un intérêt particulier.

10.5. Aucune des dispositions du présent accord ne sera interprétée comme imposant :

10.5.1. la publication de textes dans une autre langue que celle de la partie;

10.5.2. la communication de détails ou de textes de projets dans une autre langue que celle de la partie;

10.5.3. la communication par les parties de renseignements dont la divulgation serait, à leur avis, contraire aux intérêts essentiels de leur sécurité.

10.6. Les notifications adressées au secrétariat du GATT seront établies en français, en anglais ou en espagnol.

10.7. Les parties reconnaissent qu'il est souhaitable de créer des systèmes d'information centralisés en ce qui concerne l'élaboration, l'adoption et l'application de tous les règlements techniques, de toutes les normes et de tous les systèmes de certification de leur ressort territorial.

plaatselijke overheidsinstellingen, niet-gouvernementele instellingen met de wettelijke bevoegdheid een technische verordening van kracht te doen worden, of door regionale normalisatie-instellingen, waarvan deze instellingen lid zijn of waaraan zij deelnemen;

10.1.2. normen die op hun grondgebied zijn goedgekeurd of voorgenomen door instellingen van de centrale overheid, plaatselijke overheidsinstellingen of door regionale normalisatie-instellingen waarvan deze instellingen lid zijn of waaraan zij deelnemen;

10.1.3. bestaande of voorgenomen certificeringssystemen die op hun grondgebied worden toegepast door instellingen van de centrale overheid, plaatselijke overheidsinstellingen, niet-gouvernementele instellingen met de wettelijke bevoegdheid een technische verordening van kracht te doen worden, of door regionale certificeringsinstellingen waarvan deze instellingen lid zijn of waaraan zij deelnemen;

10.1.4. de plaatsen waar de krachtens deze Overeenkomst bekendgemaakte aankondigingen kunnen worden gevonden, of de aanduiding van de plaatsen waar deze inlichtingen kunnen worden verkregen en

10.1.5. de plaatsen waar de in artikel 10, lid 2, genoemde informatiecentra zich bevinden.

10.2. Iedere Partij treft alle redelijke maatregelen die in haar vermogen liggen opdat er één of meer informatiecentra bestaan die in staat zijn alle redelijke verzoeken om inlichtingen van belanghebbende partijen op het grondgebied van de andere Partijen te beantwoorden betreffende :

10.2.1. normen die op hun grondgebied zijn goedgekeurd of voorgenomen door niet-gouvernementele normalisatie-instellingen of door regionale normalisatie-instellingen waarvan deze instellingen lid zijn of waaraan zij deelnemen;

10.2.2. bestaande of overwogen certificeringssystemen die op hun grondgebied worden toegepast door niet-gouvernementele certificeringsinstellingen of door regionale certificeringsinstellingen waarvan deze instellingen lid zijn of waaraan zij deelnemen.

10.3. De Partijen treffen alle redelijke maatregelen die in hun vermogen liggen opdat, indien overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst exemplaren van documenten worden aangevraagd door andere Partijen of door belanghebbende partijen op het grondgebied van de andere Partijen, deze worden verstrekt tegen dezelfde prijs (behalve indien zij gratis zijn als die welke voor de onderdanen van de betrokken Partij geldt).

10.4. Wanneer het secretariaat van het GATT krachtens de bepalingen van deze Overeenkomst kennisgevingen ontvangt, verstrekt het de tekst daarvan aan alle Partijen en aan alle belanghebbende internationale normalisatie- en certificeringsinstellingen en vestigt het de aandacht van de ontwikkelingslanden die Partij zijn op iedere kennisgeving met betrekking tot producten die voor die landen van bijzonder belang zijn.

10.5. Geen enkele bepaling van deze Overeenkomst wordt uitgelegd als een verplichting tot :

10.5.1. bekendmaking van teksten in een andere taal dan die van de Partij;

10.5.2. bekendmaking van bijzonderheden of van de tekst van ontwerpen in een andere taal dan die van de Partij;

10.5.3. mededeling door Partijen van inlichtingen waarvan de verspreiding naar hun mening strijdig is met de essentiële belangen van hun veiligheid.

10.6. De aan het secretariaat van het GATT gerichte kennisgevingen worden opgesteld in het Engels, Frans of Spaans.

10.7. De Partijen erkennen de wenselijkheid gecentraliseerde informatiesystemen te ontwikkelen voor de uitwerking, de goedkeuring en de toepassing van alle technische verordeningen, normen en certificeringssystemen op hun grondgebied.

ART. 11

Assistance technique aux autres parties

11.1. Si demande leur en est faite, les parties conseilleront les autres parties, en particulier les pays en voie de développement, au sujet de l'élaboration de règlements techniques.

11.2. Si demande leur en est faite, les parties conseilleront les autres parties, en particulier les pays en voie de développement, et elles leur fourniront une assistance technique, selon des modalités et à des conditions convenues d'un commun accord, en ce qui concerne la création d'organismes nationaux à activité normative et leur participation aux travaux des organismes internationaux à activité normative. Elles encourageront leurs organismes nationaux à activité normative à agir de même.

11.3. Si demande leur en est faite, les parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour que les organismes réglementaires de leur ressort territorial conseillent les autres parties, en particulier les pays en voie de développement, et elles leur fourniront une assistance technique, selon des modalités et à des conditions convenues d'un commun accord, en ce qui concerne :

11.3.1. la création d'organismes réglementaires ou d'organismes de certification en vue de l'émission de certificats ou marques de conformité aux règlements techniques;

11.3.2. les méthodes permettant le mieux de se conformer à leurs règlements techniques.

11.4. Si demande leur en est faite, les parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour que des conseils soient donnés aux autres parties, en particulier les pays en voie de développement, et elles leur fourniront une assistance technique, selon des modalités et à des conditions convenues d'un commun accord, en ce qui concerne la création d'organismes de certification en vue de l'émission de certificats ou marques de conformité aux normes adoptées dans le ressort territorial de la partie qui aura fait la demande.

11.5. Si demande leur en est faite, les parties conseilleront les autres parties, en particulier les pays en voie de développement, et elles leur fourniront une assistance technique, selon des modalités et à des conditions convenues d'un commun accord, en ce qui concerne les mesures que leurs producteurs devraient prendre s'ils désirent participer à des systèmes de certification appliqués par des organismes, gouvernementaux ou non gouvernementaux, du ressort territorial de la partie sollicitée.

11.6. Si demande leur en est faite, les parties qui sont membres de systèmes internationaux ou régionaux de certification, ou qui y participent, conseilleront les autres parties, en particulier les pays en voie de développement, et elles leur fourniront une assistance technique, selon des modalités et à des conditions convenues d'un commun accord, en ce qui concerne la création des institutions et du cadre juridique qui leur permettraient de remplir les obligations que comporte la qualité de membre de ces systèmes ou la participation à ces systèmes.

11.7. Si demande leur en est faite, les parties encourageront les organismes de certification de leur ressort territorial, si ces organismes sont membres de systèmes internationaux ou régionaux de certification ou y participent, à conseiller les autres parties, en particulier les pays en voie de développement, et elles devraient prendre en considération leurs demandes d'assistance technique concernant la création des institutions qui permettraient aux organismes compétents de leur ressort territorial de remplir les obligations que comporte la qualité de membre de ces systèmes ou la participation à ces systèmes.

11.8. Lorsqu'elles fourniront des conseils et une assistance technique à d'autres parties aux termes de l'article 11, paragraphes 11.1 à 11.7, les parties accorderont la priorité aux besoins des pays les moins avancés.

ART. 11

Technische bijstand aan andere Partijen

11.1. De Partijen verstrekken de andere Partijen, en in het bijzonder de ontwikkelingslanden, desgewenst advies met betrekking tot de uitwerking van technische verordeningen.

11.2. De Partijen verstrekken de andere Partijen, en in het bijzonder de ontwikkelingslanden, desgewenst advies en verlenen hun onderling overleg overeengekomen voorwaarden technische bijstand voor wat betreft de oprichting van nationale normalisatie-instellingen en de deelneming aan de internationale instellingen op het gebied van de normalisatie. Zij sporen hun nationale normalisatie-instellingen aan op dezelfde wijze te handelen.

11.3. De Partijen treffen desgewenst alle redelijke maatregelen die in hun vermogen liggen opdat de instellingen die op hun grondgebied voorschriften opstellen de andere Partijen, en in het bijzonder de ontwikkelingslanden, advies verstrekken en hun onderling overleg overeengekomen voorwaarden technische bijstand verlenen voor wat betreft :

11.3.1. de oprichting van instellingen die voorschriften opstellen of certificeringsinstellingen voor de afgifte van certificaten of merken inzake de conformiteit met de technische verordeningen;

11.3.2. de methoden om de technische verordeningen het beste na te komen.

11.4. De Partijen treffen desgewenst alle redelijke maatregelen die in hun vermogen liggen opdat advies wordt verstrekt aan de andere Partijen, in het bijzonder aan de ontwikkelingslanden, en verlenen hun onderling overleg overeengekomen voorwaarden technische bijstand voor wat betreft de oprichting van certificeringsinstellingen voor de afgifte van certificaten of merken inzake de conformiteit met de normen die op het grondgebied van de Partij waarvan het verzoek uitgaat zijn goedgekeurd.

11.5. De Partijen verstrekken de andere Partijen, in het bijzonder de ontwikkelingslanden, desgewenst advies en verlenen hun onderling overleg overeengekomen voorwaarden technische bijstand voor wat betreft de maatregelen die hun producenten zouden moeten nemen, indien zij willen deelnemen aan certificeringssystemen die worden toegepast door de gouvernementele of niet-gouvernementele instellingen op het grondgebied van de Partij die het verzoek heeft ontvangen.

11.6. De Partijen die lid zijn van internationale of regionale certificeringssystemen of die daaraan deelnemen, verstrekken de andere Partijen, in het bijzonder de ontwikkelingslanden, desgewenst advies en verlenen hun onderling overleg overeengekomen voorwaarden technische bijstand voor wat betreft de oprichting van de instellingen en het juridische kader op grond waarvan zij de verplichtingen die voortvloeien uit het lidmaatschap van of de deelneming aan deze systemen kunnen nakomen.

11.7. De Partijen sporen de certificeringsinstellingen op hun grondgebied, indien deze lid zijn van internationale of regionale certificeringssystemen of daaraan deelnemen, desgewenst aan de andere Partijen, in het bijzonder de ontwikkelingslanden, advies te verstrekken; zij zouden hun verzoeken om technische bijstand moeten behandelen met betrekking tot de oprichting van instellingen die de bevoegde instellingen op hun grondgebied in staat zouden stellen de verplichtingen die voortvloeien uit het lidmaatschap van of de deelneming aan deze systemen na te komen.

11.8. Wanneer zij aan andere Partijen advies verstrekken of technische bijstand verlenen krachtens het bepaalde in artikel 11, leden 1 tot en met 7, geven de Partijen voorrang aan de behoeften van de minst gevorderde landen.

ART. 12

Traitement spécial et différencié en faveur des pays en voie de développement

12.1. Les parties accorderont aux pays en voie de développement qui sont parties au présent accord un traitement différencié et plus favorable, par l'application des dispositions ci-après et des dispositions pertinentes d'autres articles dudit accord.

12.2. Les parties accorderont une attention particulière aux dispositions du présent accord concernant les droits et les obligations des pays en voie de développement, et tiendront compte des besoins spéciaux du développement, des finances et du commerce de ces pays, dans la mise en œuvre du présent accord, tant sur le plan national que dans l'application des dispositions institutionnelles qui y sont prévues.

12.3. Dans l'élaboration et l'application de règlements techniques, de normes, de méthodes d'essai ou de systèmes de certification, les parties tiendront compte des besoins spéciaux du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement, pour faire en sorte que ces règlements techniques, normes, méthodes d'essai et systèmes de certification, ainsi que la détermination de la conformité aux règlements techniques et aux normes, ne créent pas d'obstacles non nécessaires aux exportations des pays en voie de développement.

12.4. Les parties reconnaissent que, bien qu'il puisse exister des normes internationales, dans les conditions technologiques et socio-économiques particulières qui sont les leurs, les pays en voie de développement adoptent certains règlements techniques et des méthodes et procédés de production indigènes compatibles avec les besoins de leur développement. Les parties reconnaissent par conséquent que l'on ne saurait s'attendre que les pays en voie de développement appliquent, comme base de leurs règlements techniques ou de leurs normes, y compris les méthodes d'essai, des normes internationales qui ne seraient pas appropriées aux besoins de leur développement, de leurs finances et de leur commerce.

12.5. Les parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que la structure et le fonctionnement des organismes internationaux à activité normative et des systèmes internationaux de certification soient de nature à faciliter une participation active et représentative des organes compétents de toutes les parties, en tenant compte des problèmes spéciaux des pays en voie de développement.

12.6. Les parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que, à la demande de pays en voie de développement, les organismes internationaux à activité normative examinent la possibilité d'élaborer, et si cela est possible dans la pratique élaborent, des normes internationales en ce qui concerne les produits qui présentent un intérêt spécial pour ces pays.

12.7. Conformément aux dispositions de l'article 11, les parties fourniront une assistance technique aux pays en voie de développement pour faire en sorte que l'élaboration et l'application des règlements techniques, normes, méthodes d'essai et systèmes de certification ne créent pas d'obstacles non nécessaires à l'expansion et à la diversification des exportations de ces pays. Pour déterminer les modalités et les conditions de cette assistance technique, il sera tenu compte du degré de développement du pays demandeur, et en particulier des pays les moins avancés.

12.8. Il est reconnu que les pays en voie de développement peuvent se heurter à des problèmes spéciaux, notamment des problèmes institutionnels et d'infrastructure, en ce qui concerne l'élaboration et l'application de règlements techniques, de normes, de méthodes d'essai et de systèmes de certification. Il est également reconnu que les besoins spéciaux de leur développement et de leur commerce, ainsi que le

ART. 12

Bijzondere en aan de omstandigheden aangepaste behandeling van de ontwikkelingslanden

12.1. De Partijen verlenen aan de ontwikkelingslanden die Partij zijn bij deze Overeenkomst een aan de omstandigheden aangepaste en gunstiger behandeling door toepassing van de volgende bepalingen en van de desbetreffende bepalingen van de andere artikelen van deze Overeenkomst.

12.2. De Partijen schenken bijzonder aandacht aan de bepalingen van deze Overeenkomst betreffende de rechten en verplichtingen van de ontwikkelingslanden en houden bij de tenuitvoerlegging van deze Overeenkomst, zowel op nationaal niveau als voor wat betreft de toepassing van de institutionele regelingen die hierin zijn bepaald, rekening met de bijzondere behoeften van deze landen op het gebied van ontwikkeling, financiën en handel.

12.3. Bij de uitwerking en toepassing van technische verordeningen, normen, proefnemingsmethoden of certificeringssystemen houden de Partijen rekening met de bijzondere behoeften van de ontwikkelingslanden op het gebied van ontwikkeling, financiën en handel, opdat deze technische verordeningen, normen, proefnemingsmethoden en certificeringssystemen, evenals de vaststelling van de conformiteit met technische verordeningen en normen, geenodeloze belemmeringen voor de uitvoer uit de ontwikkelingslanden vormen.

12.4. De Partijen erkennen dat de ontwikkelingslanden, ondanks het bestaan van internationale normen, op grond van de bijzondere technologische en sociaal-economische omstandigheden waarin zij verkeren, bepaalde technische verordeningen of normen alsook proefnemingsmethoden aanhouden met het oog op de instandhouding van de aldaar bestaande technieken en methoden alsook produktiemethoden en -procédés die verenigbaar zijn met de behoeften van hun ontwikkeling. De Partijen erkennen derhalve dat niet kan worden verwacht dat de ontwikkelingslanden als basis voor hun technische verordeningen of normen, noch voor hun proefnemingsmethoden, internationale normen toepassen die niet zijn aangepast aan hun behoeften op het gebied van ontwikkeling, financiën en handel.

12.5. De Partijen treffen alle redelijke maatregelen die in hun vermogen liggen opdat de internationale normalisatie-instellingen en de internationale certificeringssystemen zodanig worden opgezet en zodanig werken dat een actieve en representatieve deelneming van de desbetreffende instellingen van alle Partijen wordt bevorderd, zulks met inachtneming van de bijzondere problemen van de ontwikkelingslanden.

12.6. De Partijen treffen alle redelijke maatregelen die in hun vermogen liggen opdat de internationale normalisatie-instellingen op verzoek van de ontwikkelingslanden nagaan of het mogelijk is internationale normen uit te werken en deze zo mogelijk ook uitwerken voor wat betreft de produkten die voor deze landen van bijzonder belang zijn.

12.7. Overeenkomstig het bepaalde in artikel 11 verlenen de Partijen technische bijstand aan de ontwikkelingslanden opdat de uitwerking en toepassing van technische verordeningen, normen, proefnemingsmethoden en certificeringssystemen geenodeloze belemmeringen vormen voor de uitbreiding en diversificatie van de uitvoer uit deze landen. Bij de vaststelling van de voorwaarden voor deze technische bijstand wordt rekening gehouden met het ontwikkelingsstadium van het land, dat hierom verzoekt en in het bijzonder met dat van de minst gevorderde landen.

12.8. Erkend wordt dat de ontwikkelingslanden bijzondere moeilijkheden kunnen ondervinden, met name institutionele en infrastructuurproblemen, voor wat betreft de uitwerking en de toepassing van technische verordeningen, normen, proefnemingsmethoden en certificeringssystemen. Voorts wordt erkend dat de bijzondere behoeften op het gebied van ontwikkeling en handel van die landen, evenals het stadium

degré de leur développement technologique, peuvent réduire leur capacité de s'acquitter pleinement de leurs obligations au titre du présent accord. Les parties tiendront donc pleinement compte de ce fait. En conséquence, en vue de faire en sorte que les pays en voie de développement soient en mesure de se conformer aux dispositions du présent accord, le comité est habilité à consentir, sur demande, des exceptions spécifiées et limitées dans le temps, pour tout ou partie, à des obligations résultant de l'accord. Lorsqu'il examinera ces demandes, le comité tiendra compte des problèmes spéciaux concernant l'élaboration et l'application de règlements techniques, de normes, de méthodes d'essai du commerce du pays en voie de développement demandeur, ainsi que du degré de son développement technologique, qui peuvent réduire sa capacité de s'acquitter pleinement de ses obligations au titre du présent accord. Le comité tiendra compte, en particulier, des problèmes spéciaux des pays les moins avancés.

12.9. Pendant les consultations, les pays développés ne perdront pas de vue les difficultés spéciales que rencontrent les pays en voie de développement dans l'élaboration et la mise en œuvre des normes et règlements techniques et des méthodes permettant d'assurer la conformité à ces normes et règlements techniques. En outre dans leur désir d'aider les pays en voie de développement dans leurs efforts en la matière, les pays développés tiendront compte de leurs besoins spéciaux en matière de finances, de commerce et de développement.

12.10. Le comité examinera périodiquement le traitement spécial et différencié prévu par le présent accord et accordé aux pays en voie de développement aux niveaux national et international.

INSTITUTIONS, CONSULTATIONS ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

ART. 13

Comité des obstacles techniques au commerce

Il sera institué, en vertu du présent accord :

13.1. un comité des obstacles techniques au commerce (ci-après dénommé « le comité »), composé de représentants de chacune des parties. Le comité élira son président; il se réunira selon qu'il sera nécessaire, mais au moins une fois l'an, pour donner aux parties la possibilité de procéder à des consultations sur toute question concernant l'application de l'accord ou la poursuite de ses objectifs et il exercera les attributions qui lui seront conférées en vertu du présent accord ou par les parties,

13.2. des groupes de travail, groupes d'experts techniques, groupes spéciaux (panels) ou autres organes appropriés, qui exerceront les attributions qui pourront leur être conférées par le comité conformément aux dispositions pertinentes du présent accord;

13.3. étant entendu qu'il conviendra d'éviter toute duplication non nécessaire entre les travaux entrepris, d'une part, en vertu du présent accord, et, d'autre part, par les gouvernements, dans d'autres organismes techniques, par exemple dans le cadre de la commission mixte Organisation pour l'alimentation et l'agriculture/Organisation mondiale de la santé du *Codex Alimentarius*. Le comité examinera ce problème en vue de réduire au minimum toute duplication.

ART. 14

Consultations et règlement des différends

Consultations

14.1. Chaque partie examinera avec compréhension les représentations adressées par d'autres parties et se prêtera dans les moindres délais

van hun technologische ontwikkeling, een remmende invloed kunnen hebben op hun vermogen hun verplichtingen uit hoofde van deze Overeenkomst volledig na te komen. De Partijen houden hiermee bijgevolg volledig rekening. Om te bewerkstelligen dat de ontwikkelingslanden zich naar deze Overeenkomst kunnen voegen wordt het Comité bijgevolg gemachtigd om op verzoek gespecificeerde en in de tijd beperkte gehele of gedeeltelijke uitzonderingen toe te staan op de verplichtingen uit hoofde van de Overeenkomst. Bij de behandeling van deze verzoeken houdt het Comité rekening met de bijzondere problemen op het gebied van de uitwerking en toepassing van technische verordeningen, normen, proefnemingsmethoden en certificeringssystemen, met de bijzondere behoeften op het gebied van ontwikkeling en handel van het ontwikkelingsland in kwestie, evenals met het stadium van zijn technologische ontwikkeling, hetgeen een remmende invloed kan hebben op zijn vermogen zijn verplichtingen uit hoofde van deze Overeenkomst volledig na te komen. Het Comité houdt in het bijzonder rekening met de bijzondere problemen van de minst gevorderde landen.

12.9. Tijdens het overleg houden de ontwikkelde landen rekening met de bijzondere moeilijkheden die de ontwikkelingslanden ondervinden bij de uitwerking en toepassing van normen en technische verordeningen en van de methoden ter verzekering van de conformiteit met deze normen en technische verordeningen: in hun streven om de ontwikkelingslanden bij hun inspanningen ter zake bij te staan houden de ontwikkelde landen rekening met de bijzondere behoeften op het gebied van financiën, handel en ontwikkeling van die landen.

12.10. Het Comité behandelt op gezette tijden de bijzondere en aan de omstandigheden aangepaste behandeling die in deze Overeenkomst is vastgesteld en die op nationaal en internationaal niveau aan de ontwikkelingslanden wordt toegekend.

INSTELLINGEN, OVERLEG EN BESLECHTING VAN GESCHILLEN

ART. 13

Comité voor technische handelsbelemmeringen

Uit hoofde van deze Overeenkomst worden de volgende instellingen opgericht :

13.1. Een Comité voor technische handelsbelemmeringen (hierna het « Comité » genoemd), bestaande uit vertegenwoordigers van elk der Partijen. Het Comité kiest zijn voorzitter en komt zo vaak noodzakelijk is, maar ten minste eenmaal per jaar bijeen om de Partijen in de gelegenheid te stellen overleg te plegen over alle vraagstukken met betrekking tot de toepassing van deze Overeenkomst of de bevordering van de doelstellingen ervan; het Comité vervult de taken die het uit hoofde van deze Overeenkomst of van de Partijen krijgt toegewezen.

13.2. Werkgroepen, groepen van technische deskundigen, bijzondere werkgroepen of andere passende organen, die de taken vervullen die hun door het Comité overeenkomstig de desbetreffende bepalingen van deze Overeenkomst worden toegewezen.

13.3. Alle nodeloze dublures worden vermeden tussen de werkzaamheden uit hoofde van deze Overeenkomst en die van de regeringen in andere technische organen, zoals bij voorbeeld in het kader van de Gemengde FAO/WGO-Commissie voor de *Codex Alimentarius*. Het Comité behandelt dit vraagstuk ten einde dublures zoveel mogelijk te beperken.

ART. 14

Overleg en beslechting van geschillen

Overleg

14.1. Iedere Partij neemt de tegenwerpingen van andere Partijen welwillend in beraad en stelt zich onverwijld bereid tot overleg inzake

à des consultations au sujet de ces représentations, lorsque celles-ci porteront sur une question concernant l'application du présent accord.

14.2. Dans le cas où une partie considère qu'un avantage résultant pour elle directement ou indirectement du présent accord se trouve annulé ou compromis, ou que la réalisation de l'un des objectifs dudit accord est compromise, par une autre ou d'autres parties, et que ses intérêts commerciaux sont affectés de façon notable, elle pourra faire des représentations ou des propositions écrites à l'autre ou aux autres parties qui, à son avis, seraient en cause. Toute partie examinera avec compréhension les représentations ou propositions qui lui auront été faites, en vue d'arriver à une solution satisfaisante de la question.

Règlement des différends

14.3. Les parties ont la ferme intention de régler dans les moindres délais et avec diligence tous les différends relevant du présent accord, en particulier en ce qui concerne les denrées périssables.

14.4. Si aucune solution n'a été trouvée à l'issue de consultations tenues au titre de l'article 14, paragraphes 14.1 et 14.2, le comité se réunira à la demande de toute partie qui est partie au différend dans les trente jours à compter de la réception d'une telle demande, pour examiner la question en vue de favoriser une solution mutuellement satisfaisante.

14.5. Au cours de l'examen de la question et en choisissant, sous réserve notamment des dispositions de l'article 14, paragraphes 14.9 et 14.14, les procédures appropriées, le comité considérera s'il s'agit de questions litigieuses liées à des considérations de politique commerciale et/ou à des questions d'ordre technique nécessitant un examen détaillé par des experts.

14.6. En ce qui concerne les denrées périssables, conformément aux dispositions de l'article 14, paragraphe 14.3, le comité examinera la question de la façon la plus diligente possible, en vue de favoriser une solution mutuellement satisfaisante dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle la demande d'examen aura été présentée au comité.

14.7. Il est entendu que, dans les cas où surviennent des différends qui concernent des produits ayant un cycle de culture bien établi de douze mois, le comité ne ménagera aucun effort pour traiter ces différends dans un délai de douze mois.

14.8. Au cours de toute phase d'une procédure de règlement d'un différend, y compris la phase initiale, des organismes compétents et des experts spécialisés dans les questions considérées pourront être consultés et invités à assister aux réunions du comité; des renseignements et une assistance appropriés pourront être demandés à ces organismes et à ces experts.

Questions techniques

14.9. Si aucune solution mutuellement satisfaisante n'a été trouvée conformément à la procédure prévue à l'article 14, paragraphe 14.4, dans les trois mois à compter de la date à laquelle la demande d'examen aura été présentée au comité, celui-ci, à la demande de toute partie qui est partie au différend et qui estimera que la question litigieuse est liée à des problèmes d'ordre technique, instituera un groupe d'experts techniques et le chargera :

- d'examiner la question;
- d'avoir des consultations avec les parties qui sont parties au différend et de leur donner toutes possibilités d'élaborer une solution mutuellement satisfaisante;
- d'exposer les faits de la cause;
- et
- de formuler des constatations propres à aider le comité à faire des recommandations ou à statuer sur la question, y compris entre

deze tegenwerpingen, wanneer deze betrekking hebben op vraagstukken in verband met de toepassing van deze Overeenkomst.

14.2. Indien een Partij van mening is dat een voordeel dat zij direct of indirect uit hoofde van deze Overeenkomst geniet word geannuleerd of in het geding komt, of dat de verwezenlijking van een doelstelling van de Overeenkomst door een andere Partij of andere Partijen in het geding komt en dat haar commerciële belangen aanzienlijk worden beïnvloed, kan die Partij schriftelijke tegenwerpingen of voorstellen tot de andere Partij of Partijen richten die, naar haar mening, hiervan de oorzaak zouden zijn. Iedere Partij neemt de haar voorgelegde tegenwerpingen of voorstellen welwillend in beraad ten einde een bevredigende regeling voor de kwestie te vinden.

Beslechting van geschillen

14.3. De Partijen hebben het vaste voornemen alle geschillen die zich ten aanzien van deze Overeenkomst voordoen snel en doeltreffend te beslechten, in het bijzonder wanneer het bederfelijk producten betreft.

14.4. Indien na het overleg bedoeld in artikel 14, leden 1 en 2, geen oplossing wordt gevonden, komt het Comité op verzoek van een Partij bij het geschil binnen een termijn van 30 dagen te rekenen vanaf de ontvangst van een desbetreffend verzoek om de kwestie te behandelen ter vergemakkelijking van een wederzijds bevredigende regeling.

14.5. Bij de behandeling van de kwestie en bij de keuze van de passende procedures, onder meer onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 14, leden 9 en 14, neemt het Comité in overweging of het geschilpunten betreft in verband met handelspolitieke overwegingen en/of vraagstukken van technische aard die een uitvoerig onderzoek door de deskundigen vereisen.

14.6. In het geval van bederfelijke producten behandelt het Comité de kwestie overeenkomstig artikel 14, lid 3, zo spoedig mogelijk, ten einde binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de datum waarop het verzoek om onderzoek door het Comité is ingediend, een wederzijds bevredigende oplossing te bevorderen.

14.7. Indien zich geschillen voordoen betreffende producten met een oogstcyclus van twaalf maanden, stelt het Comité alles in het werk om deze geschillen binnen een termijn van twaalf maanden te behandelen.

14.8. Tijdens iedere fase van een procedure voor de beslechting van een geschil, met inbegrip van de aanvangfase, kunnen bevoegde organen en ter zake gespecialiseerde deskundigen worden geraadpleegd en uitgenodigd om aan de vergaderingen van het Comité deel te nemen; aan deze organen en deskundigen kan om passende inlichtingen en bijstand worden verzocht.

Technische vraagstukken

14.9. Indien, binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de datum waarop het verzoek om onderzoek door het Comité is ingediend, geen wederzijds bevredigende oplossing is gevonden overeenkomstig de procedures van artikel 14, lid 4, stelt het Comité op verzoek van een Partij bij het geschil die van mening is dat de geschilpunten verband houden met vraagstukken van technische aard, een groep van technische deskundigen in en geeft deze opdracht :

- de kwestie te bestuderen;
- overleg te plegen met de Partijen bij het geschil en deze alle mogelijkheden te bieden om een wederzijds bevredigende oplossing uit te werken;
- de feiten van de zaak uiteen te zetten;
- conclusies op te stellen waardoor het Comité zich kan laten leiden bij de formulering van aanbevelingen of bij het doen van een uitspraak

autres, et si cela est approprié, des constatations concernant les jugements scientifiques détaillés entrant en ligne de compte, la question de savoir si la mesure était nécessaire à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, et celle de savoir si un jugement scientifique bien fondé entre en ligne de compte.

14.10. Les groupes d'experts techniques seront régis par les procédures prévues à l'annexe 2.

14.11. Le temps nécessaire aux groupes d'experts techniques pour examiner des problèmes d'ordre technique variera selon le cas. Ils devraient s'efforcer de déposer leurs constatations devant le comité dans les six mois à compter du jour où ils auront été saisis de ces problèmes techniques, sauf si ce délai est prorogé d'un commun accord par les parties qui sont parties au différend.

14.12. Les groupes d'experts techniques devraient exposer dans leur rapport les justifications de leurs constatations.

14.13. Si aucune solution mutuellement satisfaisante n'a été trouvée au terme des procédures prévues dans le présent article, et si une partie qui est partie au différend en fait la demande, le comité instituera un groupe spécial qui agira conformément aux dispositions de l'article 14, paragraphes 14.15 à 14.18 ci-après.

Procédures des groupes spéciaux

14.14. Si aucune solution mutuellement satisfaisante n'a été trouvée conformément à la procédure prévue à l'article 14, paragraphe 14.4, dans les trois mois à compter de la date à laquelle la demande d'examen aura été présentée au comité, et si la procédure de l'article 14, paragraphes 14.9 à 14.13, n'a pas été utilisée, le comité, à la demande de toute partie qui est partie au différend, instituera un groupe spécial.

14.15. Lorsqu'un groupe spécial sera institué, le comité le chargera :

- d'examiner la question;
- d'avoir des consultations avec les parties qui sont parties au différend et de leur donner toutes possibilités d'élaborer une solution mutuellement satisfaisante;
- d'exposer les faits de la cause dans la mesure où ils se rapportent à l'application des dispositions du présent accord, et de formuler des constatations propres à aider le comité à faire des recommandations ou à statuer sur la question.

14.16. Les groupes spéciaux seront régis par les procédures prévues à l'annexe 3.

14.17. Les groupes spéciaux s'appuieront sur le rapport de tout groupe d'experts techniques institué en vertu des dispositions de l'article 14, paragraphe 14.9, pour procéder à l'examen des problèmes comportant des questions d'ordre technique.

14.18. Le temps nécessaire aux groupes spéciaux variera selon le cas. Ils devraient s'efforcer de déposer leurs constatations, accompagnées le cas échéant de leurs recommandations au comité, sans retard indu c'est-à-dire dans un délai qui serait normalement de quatre mois à compter du jour où le groupe aurait été institué.

Exécution des obligations

14.19. Lorsque l'examen sera terminé ou lorsqu'un groupe d'experts techniques, un groupe de travail, un groupe spécial ou tout autre

over het vraagstuk, onder andere, indien zulks dienstig is, met inbegrip van conclusies betreffende uitvoerige wetenschappelijke uitspraken, de vraag of de maatregel noodzakelijk is voor de bescherming van het leven of de gezondheid van mensen, dieren of planten en de vraag of een goed gefundeerd wetenschappelijk oordeel in aanmerking komt.

14.10. De groepen van technische deskundigen vallen onder de procedures van bijlage 2.

14.11. De tijd die de groepen van technische deskundigen belast met de behandeling van vraagstukken van technische aard nodig hebben, verschilt van geval tot geval. De groepen van technische deskundigen zouden moeten trachten hun conclusies binnen een termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de datum waarop het technische vraagstuk aan hun is voorgelegd, bij het Comité in te dienen, behoudens indien deze termijn in onderlinge overeenstemming door de Partijen bij het geschil wordt verlengd.

14.12. In de rapporten van de groepen van technische deskundigen wordt een uiteenzetting gegeven van de beweegredenen voor alle conclusies.

14.13. Indien na de afsluiting van de procedures van dit artikel geen wederzijds bevredigende oplossing is gevonden en een Partij bij het geschil zulks verzoekt, stelt het Comité een bijzondere werkgroep in die handelt overeenkomstig het bepaalde in artikel 14, leden 15 tot en met 18.

Procedures van de bijzondere werkgroepen

14.14. Indien binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de datum waarop het verzoek om onderzoek door het Comité is ingediend, geen wederzijds bevredigende oplossing is gevonden overeenkomstig de procedures van artikel 14, lid 4, en geen beroep is gedaan op de procedures van artikel 14, leden 9 tot en met 13, stelt het Comité op verzoek van een Partij bij het geschil een bijzondere werkgroep in.

14.15. Wanneer een bijzondere werkgroep is ingesteld geeft het Comité deze opdracht :

- de kwestie te bestuderen;
- overleg te plegen met de Partijen bij het geschil en deze alle mogelijkheden te bieden om een wederzijds bevredigende oplossing uit te werken;
- de feiten van de zaak uiteen te zetten voor zover deze betrekking hebben op de toepassing van de bepalingen van deze Overeenkomst en conclusies op te stellen waardoor het Comité zich kan laten leiden bij de formulering van aanbevelingen of bij het doen van een uitspraak over het vraagstuk.

14.16. De bijzondere werkgroepen vallen onder de procedures van bijlage 3.

14.17. De bijzondere werkgroepen maken gebruik van het rapport van de groepen van technische deskundigen die uit hoofde van artikel 14, lid 9, zijn ingesteld voor de behandeling van kwesties die vraagstukken van technische aard behelzen.

14.18. De tijd die de bijzondere werkgroepen nodig hebben verschilt van geval tot geval. Zij zouden moeten trachten hun conclusies en in voorkomend geval hun aanbevelingen zonder te grote vertraging aan het Comité voor te leggen, normaal gezien binnen een termijn van vier maanden te rekenen vanaf de datum waarop de werkgroep is ingesteld.

Uitvoering

14.19. Nadat het onderzoek is beëindigd of nadat een groep van technische deskundigen, een werkgroep, een bijzondere werkgroep of

organe aura présenté son rapport au comité, celui-ci se saisira de la question dans les moindres délais. En ce qui concerne les rapports des groupes spéciaux, il y donnera suite comme il convient, normalement dans les trente jours à compter de leur réception, sauf prorogation de ce délai par le comité. Il devra notamment :

- exposer les faits de la cause,
- ou
- faire des recommandations à une ou plusieurs parties;
- ou
- statuer de toute autre manière qu'il jugera appropriée.

14.20. Si une partie à qui des recommandations auraient été adressées estimait ne pas être en mesure de les mettre en œuvre, elle devrait, dans les moindres délais, en fournir les raisons par écrit au comité. Dans ce cas, celui-ci examinera quelles autres suites seraient appropriées.

14.21. Si le comité considère que les circonstances sont suffisamment graves pour justifier une telle mesure, il pourra autoriser une ou plusieurs parties à suspendre, à l'égard de telle ou telle autre partie, l'application de toute obligation résultant du présent accord dont il estimera la suspension justifiée compte tenu des circonstances. A cet égard, il pourra, notamment, autoriser la suspension de l'application d'obligations, y compris celles énoncées aux articles 5 à 9, afin de rétablir l'avantage économique mutuel et l'équilibre des droits et des obligations.

14.22. Le comité tiendra sous surveillance toute question au sujet de laquelle il aura fait des recommandations ou statué.

Autres dispositions en matière de règlement des différends

Procédures

14.23. Si des différends relatifs à des droits et obligations énoncés dans le présent accord surviennent entre des parties, celles-ci devraient épuiser les procédures de règlement des différends prévues dans ledit accord avant de faire valoir les droits qu'elles peuvent tenir de l'accord général. Les parties reconnaissent que, dans toute affaire portée devant les parties contractantes, toute constatation, recommandation ou décision formulée conformément à l'article 14, paragraphes 14.9 à 14.18 pourra être prise en considération par les parties contractantes dans la mesure où elle se rapportera à des questions mettant en jeu des droits et obligations équivalents qui découlent de l'accord général. Lorsque des parties feront valoir les dispositions de l'article XXIII de l'accord général, toute détermination au titre dudit article se fondera uniquement sur les dispositions dudit accord général.

Niveaux d'obligation

14.24. Les dispositions relatives au règlement des différends qui sont énoncées ci-dessus pourront être invoquées dans les cas où une partie estimerait qu'une autre partie n'est pas arrivée à des résultats satisfaisants au titre des articles 3, 4, 6, 8 et 9 et que ses intérêts commerciaux sont affectés de façon notable. A cet égard, ces résultats devront être équivalents à ceux qui sont envisagés aux articles 2, 5 et 7, comme si l'institution en question était une partie.

Procédés et méthodes de production

14.25. Les procédures de règlement des différends énoncées ci-dessus pourront être invoquées dans les cas où une partie estimerait que des obligations découlant du présent accord seraient tournées par l'élabo-

een ander orgaan het rapport bij het Comité heeft ingediend, neemt het Comité de kwestie onverwijld in beraad. Het Comité geeft aan de rapporten van de bijzondere werkgroepen normaal gezien binnen een termijn van 30 dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst, behoudens verlenging van deze termijn door het Comité, op passende wijze gevolg, met inbegrip van :

- een uiteenzetting over de feiten van de zaak;
- aanbevelingen aan één of meer Partijen;
- dan wel
- een andere uitspraak die het Comité dienstig acht.

14.20. Indien een Partij waaraan aanbevelingen zijn gericht zichzelf niet in staat acht deze ten uitvoer te leggen, zou zij het Comité de redenen hiervoor onverwijld schriftelijk moeten opgeven. In dat geval gaat het Comité na welke andere maatregelen geschikt zijn.

14.21. Indien het Comité de omstandigheden voldoende ernstig acht om een dergelijke maatregel te rechtvaardigen, kan het een of meer Partijen toestaan om ten aanzien van een andere Partij de toepassing op te schorten van die verplichtingen uit hoofde van deze Overeenkomst, waarvan het Comité de opschorting gezien de omstandigheden verantwoord acht. In dit verband kan het Comité onder andere de opschorting van de toepassing van verplichtingen, met inbegrip van die in de artikelen 5 tot en met 9, toestaan ten einde het wederzijdse economische voordeel en het evenwicht van rechten en verplichtingen te herstellen.

14.22. Het Comité volgt alle zaken ten aanzien waarvan het aanbevelingen of uitspraak heeft gedaan.

Overige bepalingen betreffende de beslechting van geschillen

Procédures

14.23. Indien tussen de Partijen geschillen optreden met betrekking tot de rechten en verplichtingen uit hoofde van deze Overeenkomst, moeten de Partijen de procedures voor de beslechting van geschillen van deze Overeenkomst voltooien, alvorens de rechten te doen gelden die hun uit hoofde van het GATT toekomen. De Partijen erkennen dat, voor elke zaak die voor de Verdragsluitende Partijen wordt gebracht, alle conclusies, aanbevelingen of beslissingen uit hoofde van artikel 14, leden 9 tot en met 18, door de Verdragsluitende Partijen in aanmerking zullen kunnen worden genomen voor zover deze betrekking hebben op zaken waarbij gelijkwaardige rechten en verplichtingen in het geding zijn die uit de Algemene Overeenkomst voortvloeien. Wanneer de Partijen een beroep doen op artikel XXIII van het GATT wordt elke vaststelling uit hoofde van dat artikel uitsluitend gebaseerd op de bepalingen van het GATT.

Niveaus van verplichting

14.24. Op de bovengenoemde bepalingen met betrekking tot de beslechting van geschillen kan een beroep worden gedaan ingeval een Partij van mening is dat een andere Partij geen bevredigende resultaten heeft bereikt uit hoofde van de artikelen 3, 4, 6, 8 en 9, en dat haar handelsbelangen aanzienlijk zijn beïnvloed. In deze samenhang zijn deze resultaten gelijkwaardig aan die welke worden overwogen in de artikelen 2, 5 en 7, alsof de betrokken instelling een Partij zou zijn.

Procédés en produktiemethoden

14.25. Op de bovengenoemde procedures voor de beslechting van geschillen kan een beroep worden gedaan ingeval een Partij van mening is dat de verplichtingen uit hoofde van deze Overeenkomst worden ont-

ration de prescriptions fondées sur des procédés et des méthodes de production plutôt que sur les caractéristiques des produits.

Rétroactivité

14.26. Dans la mesure où une partie estimerait que des règlements techniques, des normes, des méthodes destinées à assurer la conformité aux règlements techniques ou aux normes, ou des systèmes de certification, existant au moment de l'entrée en vigueur du présent accord ne sont pas compatibles avec les dispositions dudit accord, ces règlements, normes, méthodes ou systèmes, seront assujettis aux dispositions des articles 13 et 14 de l'accord, pour autant qu'elles soient applicables.

DISPOSITIONS FINALES

Art. 15

Dispositions finales

Acceptation et accession

15.1. Le présent accord sera ouvert à l'acceptation, par voie de signature ou autrement, des gouvernements qui sont parties contractantes à l'accord général et de la Communauté économique européenne.

15.2. Le présent accord sera ouvert à l'acceptation, par voie de signature ou autrement, des gouvernements qui ont accédé à titre provisoire à l'accord général, à des conditions, se rapportant à l'application effective des droits et obligations qui résultent du présent accord, qui tiendront compte des droits et obligations énoncés dans leurs instruments d'accession provisoire.

15.3. Le présent accord sera ouvert à l'accession de tout autre gouvernement, à des conditions, et rapportant à l'application effective des droits et obligations qui résultent du présent accord, à convenir entre ce gouvernement et les parties, par dépôt auprès du directeur général des parties contractantes à l'accord général d'un instrument d'accession énonçant les conditions ainsi convenues.

15.4. En ce qui concerne l'acceptation, les dispositions du paragraphe 5 sous a) et b) de l'article XXVI de l'accord général seront applicables.

Réserves

15.5 Il ne pourra être formulé de réserves en ce qui concerne des dispositions du présent accord sans le consentement des autres parties.

Entrée en vigueur

15.6. Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1980 pour les gouvernements (1) qui l'auront accepté ou qui y auront accédé à cette date. Pour tout autre gouvernement, il entrera en vigueur le trentième jour qui suivra celui de son acceptation ou de son accession.

Examen

15.7. Dans les moindres délais après la date à laquelle le présent accord entrera en vigueur pour une partie, ladite partie informera le comité des mesures qui sont en vigueur ou qu'elle aura prises pour assurer la mise en œuvre et l'administration dudit accord. Elle notifiera aussi au comité toute modification ultérieure de ces mesures.

(1) Le terme « gouvernement » est réputé comprendre les autorités compétentes de la Communauté économique européenne.

doken door de uitwerking van vereisten in de zin van procédés en produktiemethoden in plaats van kenmerken van de produkten.

Terugwerkende kracht

14.26. Voor zover een Partij van mening is dat technische verordeningen, normen, methoden ter verzekering van de conformiteit met technische verordeningen of normen, of certificeringssystemen die bestaan op het moment van de inwerkingtreding van deze Overeenkomst, gelden voor deze verordeningen, normen, methoden en systemen de bepalingen van de artikelen 13 en 14 van deze Overeenkomst, voor zover zij kunnen worden toegepast.

SLOTBEPALINGEN

Art. 15

Slotbepalingen

Aanvaarding en toetreding

15.1. Deze Overeenkomst staat open voor aanvaarding, door ondertekening of anderszins, door de regeringen die Verdragluitende Partij zijn bij het GATT en de Europese Economische Gemeenschap.

15.2. Deze Overeenkomst staat open voor aanvaarding, door ondertekening of anderszins, door de regeringen die voorlopig zijn toetreden tot het GATT, op voorwaarden die verband houden met de daadwerkelijke toepassing van de rechten en verplichtingen uit hoofde van deze Overeenkomst, waarbij rekening wordt gehouden met de rechten en verplichtingen uit hoofde van de instrumenten inzake hun voorlopige toetreding.

15.3. Deze Overeenkomst staat open voor toetreding door elke andere regering, op voorwaarden die verband houden met de daadwerkelijke toepassing van de rechten en verplichtingen uit hoofde van deze Overeenkomst overeen te komen tussen de regering en de Partijen door bij de Directeur-generaal van de Verdragluitende Partijen bij het GATT een toetredingsinstrument neder te leggen waarin de aldus overeengekomen voorwaarden zijn opgenomen.

15.4. Wat de aanvaarding betreft zijn de bepalingen van artikel XXVI, lid 5, sub a) en b), van de Algemene Overeenkomst van toepassing.

Voorbehoud

15.5 Zonder toestemming van de andere Partijen mag geen voorbehoud ten aanzien van de bepalingen van deze Overeenkomst worden gemaakt.

Inwerkingtreding

15.6. Deze Overeenkomst treedt op 1 januari 1980 in werking voor de regeringen (1) die deze op die datum hebben aanvaard of hiertoe zijn toetreden. Voor iedere andere regering treedt de Overeenkomst in werking op de 30e dag te rekenen vanaf de datum waarop zij deze heeft aanvaard of hiertoe is toetreden.

Onderzoek

15.7. Onmiddellijk na de datum waarop deze Overeenkomst voor een Partij in werking treedt, stelt die Partij het Comité in kennis van de maatregelen die van kracht zijn of zijn genomen ten einde deze Overeenkomst ten uitvoer te leggen en te beheren. Zij stelt het Comité eveneens in kennis van iedere latere wijziging van deze maatregelen.

(1) De term « regering » wordt eveneens geacht de bevoegde autoriteiten van de Europese Economische Gemeenschap te omvatten.

15.8. Le comité procédera chaque année à un examen de la mise en œuvre et de l'application du présent accord, en tenant compte de ses objectifs. Le comité informera chaque année les parties contractantes à l'accord général des faits intervenus pendant la période sur laquelle portera cet examen.

15.9. Au plus tard à l'expiration de la troisième année à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, et, par suite, à la fin de chaque période de trois ans, le comité examinera l'application et la mise en œuvre dudit accord, y compris les dispositions relatives à la transparence, en vue d'ajuster les droits et obligations qui en résultent si cela est nécessaire pour assurer l'avantage économique mutuel et l'équilibre de ces droits et obligations sans préjudice des dispositions de l'article 12 et, lorsque cela sera approprié, de proposer des amendements au texte de l'accord eu égard, notamment, à l'expérience de sa mise en œuvre.

Amendements

15.10. Les parties pourront modifier le présent accord eu égard, notamment, à l'expérience de sa mise en œuvre. Lorsqu'un amendement aura été approuvé par les parties conformément aux procédures établies par le comité, il n'entrera en vigueur à l'égard d'une partie que lorsque celle-ci l'aura accepté.

Dénonciation

15.11. Toute partie pourra dénoncer le présent accord. La dénonciation prendra effet à l'expiration d'un délai de soixante jours à compter de celui où le directeur général des parties contractantes à l'accord général en aura reçu notification par écrit. Dès réception de cette notification, toute partie pourra demander la réunion immédiate du comité.

Non-application du présent accord entre des parties

15.12. Le présent accord ne s'appliquera pas entre deux parties si l'une ou l'autre de ces parties, au moment de son acceptation ou de son accession, ne consent pas à cette application.

Annexes

15.13. Les annexes au présent accord en font partie intégrante.

Secrétariat

15.14. Le secrétariat du GATT assurera le secrétariat du présent accord.

Dépôt

15.15. Le présent accord sera déposé auprès du directeur général des parties contractantes à l'accord général, qui remettra dans les moindres délais à chaque partie au présent accord et à chaque partie contractante à l'accord général une copie certifiée conforme de l'accord et de tout amendement qui y aura été apporté conformément à l'article 15, paragraphe 15.10, ainsi qu'une notification de chaque acceptation ou accession conformément à l'article 15, paragraphes 15.1 à 15.3, et de chaque dénonciation conformément à l'article 15, paragraphe 15.11.

Enregistrement

15.16. Le présent accord sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la charte de Nations Unies.

Fait à Genève le douze avril mil neuf cent soixante-dix-neuf, en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant foi.

15.8. Het Comité stelt ieder jaar een onderzoek in naar de tenuitvoerlegging en de toepassing van deze Overeenkomst, zulks met inachtneming van de doelstellingen ervan. Het Comité stelt elk jaar de Verdragsluitende Partijen bij de Algemene Overeenkomst op de hoogte van de feiten die zich gedurende de periode waarop dit onderzoek betrekking heeft hebben voorgedaan.

15.9. Uiterlijk na het verstrijken van het derde jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van deze Overeenkomst en vervolgens aan het eind van elke periode van drie jaar, stelt het Comité een onderzoek in naar de toepassing en de tenuitvoerlegging van deze Overeenkomst, met inbegrip van de bepalingen met betrekking tot de doorzichtigheid, ten einde de rechten en verplichtingen uit hoofde van deze Overeenkomst zo nodig zodanig aan te passen dat er een wederzijds economisch voordeel en een evenwicht van deze rechten en verplichtingen ontstaat, onverminderd het bepaalde in artikel 12, en in voorkomend geval wijzigingen in de tekst van deze Overeenkomst voor te stellen, onder andere in het licht van de bij de tenuitvoerlegging ervan opgedane ervaring.

Wijzigingen

15.10. De Partijen kunnen deze Overeenkomst onder andere wijzigen in het licht van de bij de tenuitvoerlegging ervan opgedane ervaring. Indien een wijziging door de Partijen overeenkomstig de door het Comité vastgestelde procedures is overeengekomen, treedt deze wijziging voor een Partij eerst in werking wanneer deze door deze Partij is aanvaard.

Opzegging

15.11. Iedere Partij kan deze Overeenkomst opzeggen. De opzegging wordt van kracht na het verstrijken van een termijn van 60 dagen te rekenen vanaf de datum waarop de directeur-generaal van de Verdragsluitende Partijen bij het GATT hiervan schriftelijk kennisgeving heeft ontvangen. Na ontvangst van deze kennisgeving kan elke Partij om onmiddellijke bijeenroeping van het Comité verzoeken.

Niet-toepassing van deze Overeenkomst tussen Partijen

15.12. Deze Overeenkomst is niet van toepassing tussen twee Partijen indien één van deze Partijen, op het tijdstip dat zij deze Overeenkomst aanvaardt of hiertoe toetreedt, niet instemt met deze toepassing.

Bijlagen

15.13. De bijlagen maken integrerend deel uit van deze Overeenkomst.

Secretariaat

15.14. Het secretariaat van het GATT neemt het secretariaat van deze Overeenkomst waar.

Nederlegging

15.15. Deze Overeenkomst wordt nedergelegd bij de directeur-generaal van de Verdragsluitende Partijen bij het GATT, die aan elke Partij bij deze Overeenkomst en aan elke Verdragsluitende Partij bij de Algemene Overeenkomst onverwijld een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van deze Overeenkomst toezendt, evenals van elke wijziging in deze Overeenkomst krachtens artikel 15, lid 10, alsmede een kennisgeving van iedere aanvaarding of toetreding overeenkomstig artikel 15, leden 1 tot en met 3, en van elke opzegging overeenkomstig artikel 15, lid 11.

Registratie

15.16. Deze Overeenkomst zal worden geregistreerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties.

Gedaan te Genève, twaalf april negentienhonderd negenenzeventig, in één enkel exemplaar in de Engelse, Franse en Spaanse taal, welke drie teksten gelijkelijk authentiek zijn.

ANNEXE 1

TERMES ET DEFINITIONS POUR LES BESOINS SPECIFIQUES DE L'ACCORD

Note : Les références, dans les notes explicatives, aux définitions de l'expression « organisme international à activité normative » s'entendent de ces définitions en leur état en mars 1979.

1. Spécification technique

Spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit, telles que les niveaux de qualité ou de propriétés d'emploi, la sécurité, les dimensions. Elle peut comprendre ou comporter exclusivement des prescriptions applicables à un produit en ce qui concerne la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essai, l'emballage, le marquage ou l'étiquetage.

Note explicative

L'accord ne vise que les spécifications techniques qui se rapportent à des produits. De ce fait, le libellé de la définition correspondante de la commission économique pour l'Europe et de l'Organisation internationale de normalisation est modifié afin d'exclure les services et les codes de pratique.

2. Règlement technique

Spécification technique, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont l'observation est obligatoire.

Note explicative

Ce libellé diffère de celui de la définition correspondante de la commission économique pour l'Europe et de l'Organisation internationale de normalisation, car cette dernière se fonde sur la définition du terme « règlement », qui n'est pas défini dans l'accord. En outre, la définition de la commission économique pour l'Europe et de l'Organisation internationale de normalisation contient un élément normatif qui figure dans les dispositions de fond du présent accord. Aux fins de cet accord, cette expression s'entend également d'une norme dont l'application a été rendue obligatoire, non par un règlement distinct, mais en vertu d'une loi d'application générale.

3. Norme

Spécification technique approuvée par un organisme reconnu à activité normative pour application répétée ou continue dont l'observation n'est pas obligatoire.

Note explicative

La définition correspondante de la commission économique pour l'Europe et de l'Organisation internationale de normalisation contient plusieurs éléments normatifs qui ne sont pas repris dans la définition ci-dessus. En conséquence, l'accord vise aussi les spécifications techniques qui ne se fondent pas sur un consensus. La définition ci-dessus ne comprend pas les spécifications techniques élaborées par une société pour les besoins de sa propre production ou de sa propre consommation. Le terme « organisme » couvre également tout système national à activité normative.

4. Organisme ou système international

Organisme ou système ouvert aux organismes compétents d'au moins toutes les parties au présent accord.

5. Organisme ou système régional

Organisme ou système qui n'est ouvert aux organismes compétents que de certaines des parties.

6. Institution du gouvernement central

Le gouvernement central, ses ministres ou ses services et tout autre organisme soumis au contrôle du gouvernement central pour ce qui est de l'activité dont il est question.

BIJLAGE 1

TERMEN EN DEFINITIES VOOR DE SPECIEFIEKE TOEPASSING VAN DE OVEREENKOMST

Noot : In de verklarende noten wordt gerefereerd aan de definities van internationale normalisatie-instellingen zoals die er in maart 1979 uitzagen.

1. Technische specificatie

Specificatie die in een document voorkomt ter omschrijving van de kenmerken van een produkt, zoals kwaliteitsniveaus, prestatie, veiligheid of afmetingen. Deze kan mede of uitsluitend voorschriften omvatten inzake terminologie, symbolen, proefnemingen en proefnemingsmethoden, verpakking, merking of etikettering, zoals die op een produkt van toepassing zijn.

Verklarende noot

In de Overeenkomst gaat het slechts om technische specificaties met betrekking tot produkten. Derhalve is de tekst van de overeenkomstige definitie van de Economische Commissie voor Europa/Internationale normalisatie-organisatie gewijzigd, ten einde dienstverlening en praktijk-codes uit te sluiten.

2. Technische verordening

Technische specificatie, met inbegrip van de geldende administratieve bepalingen, die verplicht in acht moet worden genomen.

Verklarende noot

De bewoording is anders dan die van de overeenkomstige definitie van de Economische Commissie voor Europa/Internationale normalisatie-organisatie, aangezien deze laatste is gebaseerd op de definitie van de term « verordening », die niet in de Overeenkomst is omschreven. Voorts bevat de definitie van de Economische Commissie voor Europa/Internationale normalisatie-organisatie een normatief element, dat in de fundamentele bepalingen van de Overeenkomst voorkomt. Voor de toepassing van de Overeenkomst geldt deze definitie eveneens voor een norm waarvan de toepassing niet door een afzonderlijke verordening, maar krachtens een algemene wet verplicht is gesteld.

3. Norm

Technische specificatie die door een erkende normalisatie-instelling voor herhaalde of voortdurende toepassing is goedgekeurd en die niet verplicht in acht moet worden genomen.

Verklarende noot

De overeenkomstige definitie van de Economische Commissie voor Europa/Internationale normalisatie-organisatie bevat verschillende normatieve elementen die niet in de bovenbedoelde definitie zijn opgenomen. Derhalve worden in de Overeenkomst ook technische specificaties bedoeld die niet zijn gebaseerd op een consensus. Deze definitie omvat niet de technische specificaties die door een onderneming voor eigen behoeften inzake productie of verbruik zijn uitgewerkt. De term « instelling » heeft eveneens betrekking op een nationaal normalisatiesysteem.

4. Internationale instelling of internationaal systeem

Instelling of systeem waarvan het lidmaatschap openstaat voor de bevoegde instellingen van ten minste alle Partijen bij de Overeenkomst.

5. Regionale instelling of regionaal systeem

Een instelling of systeem waarvan het lidmaatschap openstaat voor de bevoegde instellingen van slechts enkele Partijen.

6. Instelling van de centrale overheid

De centrale overheid, haar ministeries en administratieve diensten of elke andere instelling die voor wat betreft de activiteit in kwestie valt onder het gezag van de centrale overheid.

Note explicative

Dans le cas de la Communauté économique européenne, les dispositions régissant les institutions des gouvernements centraux sont applicables. Toutefois, des organismes ou systèmes de certification régionaux pourront être établis dans la Communauté économique européenne, auquel cas ils seront assujettis aux dispositions du présent accord relatives aux organismes ou aux systèmes de certification régionaux.

7. Institution publique locale

Pouvoirs publics autres que le gouvernement central (par exemple, les autorités des Etats, provinces, Länder, cantons, communes, etc.), leurs ministères ou services, ou tout organisme soumis au contrôle de ces pouvoirs publics pour ce qui est de l'activité dont il est question.

8. Organisme non gouvernemental

Organisme autre qu'une institution du gouvernement central ou qu'une institution publique locale, y compris un organisme non gouvernemental légalement habilité à faire respecter un règlement technique.

9. Organisme à activité normative

Organisme gouvernemental ou non gouvernemental dont l'une des activités reconnues se situe dans le domaine de la normalisation.

10. Norme internationale

Norme adoptée par un organisme international à activité normative.

Note explicative

Ce libellé diffère de celui de la définition correspondante de la commission économique pour l'Europe et de l'Organisation internationale de normalisation afin de le rendre compatible avec les autres définitions du présent accord.

**

ANNEXE 2

GROUPES D'EXPERTS TECHNIQUES

Les procédures ci-après s'appliqueront aux groupes d'experts techniques institués conformément aux dispositions de l'article 14.

1. La participation aux travaux des groupes d'experts techniques sera limitée à des personnes, de préférence fonctionnaires d'Etat, ayant des compétences et une expérience professionnelles reconnues dans le domaine considéré.

2. Aucun ressortissant des pays dont le gouvernement central est partie à un différend ne pourra être membre du groupe d'experts techniques appelé à en connaître. Les membres des groupes d'experts techniques en feront partie à titre personnel et non en qualité de représentants d'un gouvernement ou d'une organisation. Les gouvernements et les organisations ne leur donneront donc pas d'instructions en ce qui concerne les questions dont le groupe d'experts techniques serait saisi.

3. Les parties qui sont parties à un différend auront accès à tous les renseignements pertinents qui auront été communiqués à un groupe d'experts techniques, sauf s'ils sont de nature confidentielle. Les renseignements confidentiels communiqués à un groupe d'experts techniques ne seront pas divulgués sans l'autorisation formelle du gouvernement ou de la personne qui les aura fournis. Lorsque ces renseignements seront demandés à un groupe d'experts techniques, mais que leur divulgation par celui-ci ne sera pas autorisée, il en sera remis un résumé non confidentiel par le gouvernement ou la personne qui les aura fournis.

Verklarende noot

In het geval van de Europese Economische Gemeenschap zijn de bepalingen met betrekking tot de instellingen van de centrale overheid van toepassing. Binnen de Europese Economische Gemeenschap kunnen evenwel regionale instellingen of certificeringssystemen worden gevestigd, in welk geval hierop de bepalingen van deze Overeenkomst met betrekking tot regionale instellingen of certificeringssystemen van toepassing zijn.

7. Plaatselijke overheidsinstellingen

Andere overheidsinstanties dan de centrale overheid (bij voorbeeld de autoriteiten van Staten, provincies, Länder, kantons, gemeenten, enz.), hun ministeries of administratieve diensten dan wel andere instellingen die voor wat betreft de activiteit in kwestie vallen onder het gezag van deze overheidsinstellingen.

8. Niet-gouvernementele instelling

Een andere instelling dan een instelling van de centrale overheid of een plaatselijke overheidsinstelling, met inbegrip van een niet-gouvernementele instelling die bij de wet is gemachtigd een technische verordening te doen uitvoeren.

9. Normalisatie-instelling

Gouvernementele of niet-gouvernementele instelling waarvan één van de erkende activiteiten in de normalisatiesector ligt.

10. Internationale norm

Norm goedgekeurd door een internationale normalisatie-instelling.

Verklarende noot

De tekst verschilt van die van de overeenkomstige definitie van de Economische Commissie voor Europa/Internationale normalisatie-organisatie, ten einde deze verenigbaar te maken met de andere definities van deze Overeenkomst.

**

BIJLAGE 2

GROEPEN VAN TECHNISCHE DESKUNDIGEN

De volgende procedures zijn van toepassing op de groepen van technische deskundigen, ingesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 14.

1. Deelneming aan de werkzaamheden van groepen van technische deskundigen blijft beperkt tot personen, bij voorkeur staatsambtenaren, die op het desbetreffende gebied over erkende bevoegdheden en beroepservaring beschikken.

2. De onderdanen van de landen waarvan de centrale overheid Partij is bij een geschil, kunnen geen lid zijn van de groep van technische deskundigen die dit geschil moet behandelen. De leden van de groepen van technische deskundigen maken hiervan deel uit op grond van hun persoonlijke capaciteiten en niet als regeringsvertegenwoordigers noch als vertegenwoordigers van een organisatie. De regeringen en de organisaties geven hun bijgevolg geen instructies betreffende de vraagstukken die aan de groep van technische deskundigen worden voorgelegd.

3. De Partijen bij een geschil hebben toegang tot alle desbetreffende inlichtingen die aan een groep van technische deskundigen zijn medegedeeld, behoudens indien deze van vertrouwelijke aard zijn. Aan de groep van technische deskundigen medegedeelde vertrouwelijke inlichtingen worden niet verspreid zonder formele toestemming van de regering of de persoon die deze heeft verstrekt. Indien aan de groep van technische deskundigen om deze inlichtingen wordt verzocht, terwijl de verspreiding daarvan door deze groep niet is toegestaan, wordt door de regering of de persoon die de inlichtingen heeft gegeven, een niet-vertrouwelijke samenvatting hiervan verstrekt.

4. Pour encourager l'élaboration, entre les parties, de solutions mutuellement satisfaisantes et recueillir leurs observations, chaque groupe d'experts techniques devrait d'abord soumettre aux parties concernées la partie descriptive de son rapport, et ensuite soumettre aux parties qui sont parties au différend ses conclusions, ou un résumé de ses conclusions, en ménageant un délai raisonnable avant leur communication aux parties.

ANNEXE 3

GROUPES SPECIAUX

Les procédures ci-après s'appliqueront aux groupes spéciaux institués conformément aux dispositions de l'article 14.

1. Pour faciliter la constitution des groupes spéciaux, le président du comité tiendra une liste indicative officielle de fonctionnaires d'Etat informés de la question des obstacles techniques au commerce et expérimentés en matière de relations commerciales et de développement économique. Des personnes qui ne seront pas fonctionnaires d'Etat pourront également être portées sur cette liste. A cet égard, chaque partie sera invitée à indiquer au président du comité, au début de chaque année, le nom d'un ou de deux experts gouvernementaux qu'elle serait prête à mettre à sa disposition pour cette tâche. Lorsqu'un groupe spécial sera institué en vertu des dispositions de l'article 14, paragraphe 14.13 ou paragraphe 14.14, le président proposera dans les sept jours la composition de ce groupe spécial, qui sera de trois ou cinq membres, de préférence fonctionnaires d'Etat. Les parties directement concernées donneront dans les sept jours ouvrables leur avis sur les désignations des membres d'un groupe spécial faites par le président; elles ne s'opposeront pas à ces désignations, sauf pour des raisons contraignantes. Aucun ressortissant des pays dont le gouvernement central est partie à un différend ne pourra être membre du groupe spécial appelé à en connaître. Les membres des groupes spéciaux en feront partie à titre personnel et non en qualité de représentants d'un gouvernement ou d'une organisation. Les gouvernements et les organisations ne leur donneront donc pas d'instructions en ce qui concerne les questions dont le groupe spécial serait saisi.

2. Chaque groupe spécial arrêtera lui-même ses procédures de travail. Toutes les parties ayant un intérêt substantiel dans une question, et qui en auront donné notification au comité, auront la possibilité de se faire entendre. Chaque groupe spécial pourra consulter toute source qu'il jugera appropriée et lui demander des renseignements et des avis techniques. Avant de demander de tels renseignements ou avis techniques à une source relevant de la juridiction d'une partie, il en informera le gouvernement de cette partie. Dans le cas où il serait nécessaire de consulter des organismes ou des experts compétents, cette consultation devrait avoir lieu aussitôt que possible dans la procédure de règlement des différends. Toute partie répondra dans les moindres délais et de manière complète à toute demande de renseignements présentée par un groupe spécial qui jugerait ces renseignements nécessaires et appropriés. Les renseignements confidentiels communiqués à un groupe spécial ne seront pas divulgués sans l'autorisation formelle du gouvernement ou de la personne qui les aura fournis. Lorsque ces renseignements seront demandés à un groupe spécial, mais que leur divulgation par celui-ci ne sera pas autorisée, il en sera remis un résumé non confidentiel par le gouvernement ou la personne qui les aura fournis.

3. Si les parties qui sont parties à un différend ne sont pas arrivées à une solution satisfaisante, le groupe spécial présentera ses constatations par écrit. Les groupes spéciaux devraient normalement exposer dans leur rapport les justifications de leurs constatations et recommandations. Lorsqu'un règlement bilatéral sera intervenu, les groupes spéciaux pourront, dans leur rapport, se borner à exposer succinctement l'affaire et à faire savoir qu'une solution a été trouvée.

4. Ten einde te bevorderen dat tussen de Partijen wederzijds bevredigende oplossingen worden uitgewerkt en hun opmerkingen te verkrijgen, moet iedere groep van technische deskundigen eerst het omschrijvende deel van haar rapport aan de betrokken Partijen voorleggen; vervolgens moet de groep de Partijen bij het geschil haar conclusies of een samenvatting daarvan voorleggen, met inachtneming van een redelijke termijn voordat deze aan de Partijen worden medegedeeld.

BIJLAGE 3

BIJZONDERE WERKGROEPEN

De volgende procedures zijn van toepassing op de bijzondere werkgroepen, ingesteld krachtens de bepalingen van artikel 14.

1. Ter vereenvoudiging van de samenstelling van bijzondere werkgroepen houdt de voorzitter van het Comité een niet-officiële indicatieve lijst bij van staatsambtenaren die bevoegd zijn op het gebied van technische handelsbelemmeringen en die ervaring hebben op het gebied van handelsbetrekkingen en economische ontwikkeling. Personen die geen staatsambtenaar zijn kunnen eveneens op deze lijst worden opgenomen. Daartoe wordt elke Partij verzocht aan het begin van elk jaar aan de voorzitter van het Comité de naam of namen mede te delen van één of twee regeringsdeskundigen die zij voor deze werkzaamheden beschikbaar willen stellen. Wanneer een bijzondere werkgroep wordt ingesteld uit hoofde van artikel 14, lid 13 of lid 14, stelt de voorzitter binnen een termijn van zeven dagen de samenstelling van deze bijzondere werkgroep voor, die uit drie of vijf leden bestaat, bij voorkeur staatsambtenaren. De hierbij rechtstreeks betrokken Partijen geven binnen een termijn van zeven werkdagen hun mening te kennen over de benoeming van de leden van de bijzondere werkgroep door de voorzitter en verzetten zich hier niet tegen, behoudens om dwingende redenen. De onderdanen van de landen waarvan de centrale overheid Partij is bij een geschil kunnen geen lid zijn van de bijzondere werkgroep die dit geschil moet behandelen. De leden van een bijzondere werkgroep maken hiervan deel uit op grond van hun persoonlijke capaciteiten en niet als regeringsvertegenwoordigers noch als vertegenwoordigers van een organisatie. De regeringen en de organisaties geven hun bijgevolg geen instructies betreffende de vraagstukken die aan de bijzondere werkgroep worden voorgelegd.

2. Iedere bijzondere werkgroep stelt zijn werkprocedures vast. Alle Partijen die een wezenlijk belang bij de zaak hebben, en die hiervan kennis hebben gegeven aan het Comité, hebben de mogelijkheid te worden gehoord. Iedere bijzondere werkgroep kan elke volgens haar geschikte bron raadplegen en om inlichtingen en technische adviezen verzoeken. Voordat een bijzondere werkgroep een bron die binnen de jurisdictie van een Partij valt om dergelijke inlichtingen of technische adviezen verzoekt, stelt de werkgroep de regering van de betrokken Partij hiervan op de hoogte. Ingeval zulk overleg met bevoegde instellingen en deskundigen noodzakelijk is, vindt het in een zo vroeg mogelijk stadium van de procedure voor de beslechting van geschillen plaats. Iedere Partij gaat onverwijld en volledig in op verzoeken om inlichtingen die de bijzondere werkgroep noodzakelijk en passend acht. De aan de bijzondere werkgroep medegedeelde vertrouwelijke inlichtingen worden niet verspreid zonder formele goedkeuring van de regering of de persoon die deze heeft verstrekt. Indien aan de bijzondere werkgroep om deze inlichtingen wordt verzocht, terwijl de verspreiding daarvan door deze groep niet is toegestaan, wordt door de regering of de persoon die de inlichtingen heeft gegeven een niet-vertrouwelijke samenvatting hiervan verstrekt.

3. Indien de Partijen bij een geschil geen bevredigende oplossing hebben bereikt, dient de bijzondere werkgroep haar conclusies schriftelijk in. Het rapport van de bijzondere werkgroepen moet normaal gezien een uiteenzetting bevatten van de beweegredenen voor al haar conclusies en aanbevelingen. Indien een bilaterale regeling tot stand is gekomen, kan het rapport van de groep beperkt blijven tot een korte uiteenzetting van de zaak, met de vermelding dat een oplossing is gevonden.

4. Pour encourager l'élaboration, entre les parties, de solutions mutuellement satisfaisantes et recueillir leurs observations, chaque groupe spécial devrait d'abord soumettre aux parties concernées la partie descriptive de son rapport et ensuite soumettre aux parties qui sont parties au différend ses conclusions, ou un résumé de ses conclusions, en ménageant un délai raisonnable avant leur communication aux parties.

Accord relatif au commerce des aéronefs civils

PREAMBULE

LES SIGNATAIRES (1) DE L'ACCORD relatif au commerce des aéronefs civils, ci-après dénommé l'« accord »,

PRENANT ACTE de ce que, les 12 et 14 septembre 1973, les ministres sont convenus que les négociations commerciales multilatérales du Tokyo Round devaient réaliser l'expansion et une libération de plus en plus large du commerce mondial, entre autres par la suppression progressive des obstacles au commerce et par l'amélioration du cadre international qui régit le commerce mondial;

DESIREUX d'assurer, dans le commerce mondial des aéronefs civils, de leurs parties et des équipements liés, un maximum de liberté, notamment la suppression des droits et, dans toute la mesure du possible, la réduction ou la suppression des effets de restriction ou de distorsion des échanges;

DESIREUX d'encourager la poursuite des progrès technologiques de l'industrie aéronautique dans le monde entier;

DESIREUX d'assurer des possibilités de concurrence équitables et égales à leur aéronautique civile ainsi qu'à leurs producteurs afin que ces derniers puissent participer à l'expansion du marché mondial des aéronefs civils;

CONSCIENTS de l'importance de leurs intérêts mutuels globaux, au niveau économique et commercial, dans le secteur de l'aéronautique civile;

RECONNAISSANT que de nombreux signataires considèrent le secteur de l'aéronautique comme une composante particulièrement importante de la politique économique et industrielle;

DESIREUX d'éliminer les effets défavorables résultant, pour le commerce des aéronefs civils, de l'aide apportée par les pouvoirs publics à l'étude, à la construction et à la commercialisation des aéronefs civils, tout en reconnaissant que cette aide des pouvoirs publics en tant que telle ne serait pas réputée constituer une distorsion des échanges;

DESIREUX de voir leur aéronautique civile travailler sur la base de la concurrence commerciale, et reconnaissant que les relations entre les pouvoirs publics et l'industrie varient largement d'un signataire à l'autre;

RECONNAISSANT les obligations et les droits qu'ils tiennent de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ci-après dénommé « l'accord général » ou « le GATT ») et des autres accords multilatéraux négociés sous les auspices du GATT;

RECONNAISSANT la nécessité d'instituer des procédures internationales de notification, de consultation, de surveillance et de règlement des différends, en vue d'assurer la mise en œuvre équitable, prompt et efficace des dispositions du présent accord et de maintenir entre eux l'équilibre des droits et des obligations;

DESIREUX d'établir un cadre international qui régisse le commerce des aéronefs civils,

(1) Le terme « signataires » est utilisé ci-après pour désigner les parties au présent accord.

4. Ten einde te bevorderen dat tussen de Partijen wederzijds bevredigende oplossingen worden uitgewerkt en om hun opmerkingen te verkrijgen, moet iedere bijzondere werkgroep eerst het beschrijvende deel van haar rapport aan de betrokken Partijen voorleggen; vervolgens moet de groep de Partijen bij het geschil haar conclusies voorleggen of een samenvatting daarvan, met inachtneming van een redelijke termijn voordat deze aan de Partijen worden medegedeeld.

(Vertaling)

Overeenkomst inzake de handel in burgerluchtvaartuigen

PREAMBULE

DE ONDERTEKENAARS (1) VAN DE OVEREENKOMST inzake de handel in burgerluchtvaartuigen, hierna « Overeenkomst » genoemd,

ER AKTE VAN NEMENDE dat de ministers tijdens hun bijeenkomst van 12 tot en met 14 september 1973 zijn overeengekomen dat de multilaterale handelsbesprekingen in het kader van de Tokio-ronde de uitbreiding en een steeds grotere liberalisatie van de wereldhandel dienen te bewerkstelligen, onder andere door de geleidelijke opheffing van de handelsbelemmeringen en de verbetering van het internationale kader voor het regelen van de wereldhandel;

GELEID DOOR DE WENS de wereldhandel in burgerluchtvaartuigen, alsmede de onderdelen en toebehoren daarvan, in een zo groot mogelijke vrijheid te doen verlopen, met name door de opheffing van de rechten en zoveel mogelijk door de vermindering of opheffing van invloeden die de handel beperken of verstoren;

GELEID DOOR DE WENS de technologische vooruitgang in de burgerluchtvaartindustrie in de gehele wereld te bevorderen;

GELEID DOOR DE WENS hun burgerluchtvaart en hun producenten mogelijkheden te bieden voor billijke en gelijke concurrentie, opdat deze aan de expansie van de wereldmarkt voor burgerluchtvaartuigen kunnen deelnemen;

ZICH BEWUST van de betekenis van hun algemene wederzijdse belangen, zowel economisch als commercieel, in de sector burgerluchtvaartuigen;

ERKENNENDE dat talrijke ondertekenaars de luchtvaartsector als een bijzonder belangrijk onderdeel van de economische en industriële politiek beschouwen;

GELEID DOOR DE WENS de ongunstige gevolgen die voor de handel in burgerluchtvaartuigen voortvloeien uit overheidssteun bij de ontwikkeling, de produktie en de afzet van burgerluchtvaartuigen op te heffen, in het besef dat dergelijke overheidssteun als zodanig niet als distorsie van het handelsverkeer wordt beschouwd;

GELEID DOOR DE WENS hun burgerluchtvaart een commercieel-concurrentiële basis te verschaffen en erkennende dat de betrekkingen overheid — industrie in hun landen sterk uiteenlopen;

ZICH BEWUST van hun rechten en verplichtingen uit hoofde van de Algemene Overeenkomst betreffende tarieven en handel (hierna « Algemene Overeenkomst » of « GATT » genoemd) en uit hoofde van andere multilaterale overeenkomsten die onder auspiciën van het GATT zijn gesloten;

ZICH BEWUST van de noodzaak internationale procedures inzake kennisgeving, overleg, toezicht en beslechting van geschillen in te stellen opdat de bepalingen van deze Overeenkomst op billijke, snelle en doeltreffende wijze ten uitvoer kunnen worden gelegd en het evenwicht tussen rechten en verplichtingen onderling gehandhaafd blijft;

GELEID DOOR DE WENS een internationaal kader voor de handel in burgerluchtvaartuigen tot stand te brengen.

(1) Met de term « ondertekenaars » worden hierna de partijen bij deze Overeenkomst bedoeld.

SONT CONVENUS de ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}
Produits visés

- 1.1. Le présent accord s'applique aux produits ci-après :
- a) tous les aéronefs civils;
 - b) tous les moteurs d'aéronefs civils, leurs parties et pièces et leurs composants;
 - c) toutes les autres parties et pièces, et tous les composants et sous-ensembles, d'aéronefs civils;
 - d) tous les simulateurs de vol au sol, leurs parties et pièces et leurs composants.
- qu'ils soient utilisés comme matériel originaire ou de remplacement dans la construction, la réparation, l'entretien, la réfection, la modification ou la transformation d'aéronefs civils.

1.2. Aux fins du présent accord, l'expression « aéronefs civils » désigne :

- a) tous les aéronefs autres que militaires;
- b) tous les autres produits énumérés au paragraphe 1.1. ci-dessus.

ART. 2
Droits de douane et autres impositions

2.1. Les signataires sont convenus :

2.1.1. d'éliminer, pour le 1^{er} janvier 1980 ou pour le jour de l'entrée en vigueur du présent accord, tous les droits de douane et toutes les autres impositions (1) de toute nature, perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation des produits classés sous les positions de leurs tarifs douaniers respectifs qu'énumère l'annexe si ces produits sont destinés à être utilisés dans un aéronef civil et à y être incorporés au cours de sa construction, de sa réparation, de son entretien, de sa réfection, de sa modification ou de sa transformation.

2.1.2. d'éliminer, pour le 1^{er} janvier 1980 ou pour le jour de l'entrée en vigueur du présent accord, tous les droits de douane et toutes les autres impositions (1) de toute nature, perçus sur les réparations d'aéronefs civils.

2.1.3. d'inclure, pour le 1^{er} janvier 1980 ou pour le jour de l'entrée en vigueur du présent accord, dans leurs listes annexées à l'accord général, l'admission en franchise ou en exemption de droits de tous les produits visés au paragraphe 2.1.1. ci-dessus et de toutes les réparations visées au paragraphe 2.1.2 ci-dessus.

2.2. Chaque signataire :

a) adoptera ou adaptera, au fins d'administration douanière, un système fondé sur la destination finale du produit, en vue de donner effet à ses obligations au titre au paragraphe 2.1 ci-dessus;

b) fera en sorte que son système fondé sur la destination finale comporte un régime d'admission en franchise ou en exemption de droits qui soit comparable au régime institué par les autres signataires et qui ne constitue pas une entrave au commerce;

c) informera les autres signataires des modalités d'administration de son système fondé sur la destination finale.

ART. 3
Obstacles techniques au commerce

3.1. Les signataires notent que les dispositions de l'accord relatif aux obstacles techniques au commerce s'appliquent au commerce des aéro-

HEBBERN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent het volgende :

ARTIKEL 1
Produkten

1.1. Deze Overeenkomst is van toepassing op de volgende produkten :

- a) alle burgerluchtvaartuigen;
- b) alle motoren voor burgerluchtvaartuigen, evenals de delen en onderdelen daarvan;
- c) alle andere delen, onderdelen en subsystemen van burgerluchtvaartuigen;
- d) alle luchtsimulatoren, alsmede de delen en onderdelen daarvan;

ongeacht het feit of zij worden gebruikt als oorspronkelijke dan wel als vervangingsuitrusting bij de vervaardiging, de herstelling, het onderhoud, het herbouwen, de aanpassing of het ombouwen van burgerluchtvaartuigen.

1.2. Voor de toepassing van deze Overeenkomst worden met « burgerluchtvaartuigen » bedoeld

- a) alle andere luchtvaartuigen dan militaire en
- b) alle andere produkten opgesomd in artikel 1, lid 1.

ART. 2
Douanerechten en andere heffingen

2.1. De ondertekenaars komen overeen :

2.1.1. tegen 1 januari 1980 of tegen de datum van inwerkingtreding van deze Overeenkomst alle douanerechten en andere heffingen (1) van ongeacht welke aard op te heffen, die van toepassing zijn bij de invoer of in verband met de invoer van de produkten welke zijn ingedeeld onder de posten van hun respectieve douanetarieven zoals die in de bijlage zijn opgenomen, indien deze produkten bestemd zijn om bij de vervaardiging, de herstelling, het onderhoud, het herbouwen, de aanpassing of het ombouwen van burgerluchtvaartuigen te worden gebruikt of daarin te worden ingebouwd;

2.1.2. tegen 1 januari 1980 of tegen de datum van inwerkingtreding van deze Overeenkomst alle douanerechten en andere heffingen (1) van ongeacht welke aard die op herstellingen van burgerluchtvaartuigen van toepassing zijn, op te heffen;

2.1.3. tegen 1 januari 1980 of tegen de datum van inwerkingtreding van de Overeenkomst in hun lijsten bij de Algemene Overeenkomst op te nemen dat alle produkten, bedoeld in artikel 2, lid 1, punt 1, en alle herstellingen, bedoeld in artikel 2, lid 1, punt 2, met vrijdom of vrijstelling van rechten worden ingevoerd.

2.2. Iedere ondertekenaar

a) neemt een op de eindbestemming van het produkt gebaseerd systeem van douaneadministratie aan of past zijn administratie in die zin aan ten einde zijn verplichtingen uit hoofde van artikel 2, lid 1, na te komen;

b) ziet erop toe dat zijn op de eindbestemming gebaseerde systeem een regeling inzake invoer met vrijdom of vrijstelling van rechten inhoudt, die vergelijkbaar is met de regeling die de andere ondertekenaars hebben ingesteld en die geen belemmering voor de handel vormt;

c) stelt de andere ondertekenaars in kennis van de administratieve bepalingen van zijn op de eindbestemming gebaseerde systeem.

ART. 3
Technische handelsbelemmeringen

3.1. De ondertekenaars nemen er nota van dat de bepalingen van de Overeenkomst inzake technische handelsbelemmeringen van toepassing

(1) L'expression « autres impositions » s'entendra dans le même sens qu'à l'article II de l'accord général.

(1) De uitdrukking « andere heffingen » heeft in dit geval dezelfde betekenis als in artikel II van het GATT.

nefs civils. En outre, les signataires sont convenus que les prescriptions en matière de certification des aéronefs civils et les spécifications relatives aux procédures d'exploitation et d'entretien de ces aéronefs seront régies, entre les signataires, par les dispositions de l'accord relatif aux obstacles techniques au commerce.

ART. 4

Marchés passés sur instructions des pouvoirs publics, contrats obligatoires de sous-traitance et incitations

4.1. Les acheteurs d'aéronefs civils devraient être libres de choisir leurs fournisseurs sur la base de considérations commerciales et techniques.

4.2. Les signataires s'interdisent de soumettre les compagnies aériennes, constructeurs d'aéronefs, ou autres entités acheteuses d'aéronefs civils, à des obligations ou à des pressions excessives à l'effet d'acheter des aéronefs civils d'une origine déterminée, qui introduiraient une discrimination à l'encontre des fournisseurs du ressort d'un signataire.

4.3. Les signataires sont convenus que l'achat des produits visés par le présent accord ne devrait être régi que par des considérations de concurrence en matière de prix, de qualité et de délais de livraison. S'agissant de l'approbation ou de l'adjudication de marchés portant sur des produits visés par le présent accord, tout signataire pourra toutefois exiger que ses entreprises qualifiées soient admises à concourir sur une base compétitive et à des conditions non moins favorables que celles dont bénéficient les entreprises qualifiées d'autres signataires (1).

4.4. Les signataires sont convenus d'éviter de pratiquer quelque type d'incitation, que ce soit à la vente ou à l'achat d'aéronefs civils d'une origine déterminée, qui introduirait une discrimination à l'encontre des fournisseurs du ressort d'un signataire.

ART. 5

Restrictions au commerce

5.1. Les signataires n'appliqueront aucune restriction quantitative (contingentement à l'importation) ni prescription en matière de licences d'importation qui restreindrait l'importation d'aéronefs civils d'une manière incompatible avec les dispositions applicables de l'accord général. La présente disposition n'exclut pas l'application, à l'importation, de systèmes de surveillance ou de licences compatibles avec l'accord général.

5.2. Les signataires n'appliqueront aucune restriction quantitative ni système de licences d'exportation, ni autre prescription similaire, qui restreindrait, pour des raisons de commerce ou de concurrence, l'exportation d'aéronefs civils à destination d'autres signataires d'une manière incompatible avec les dispositions applicables de l'accord général.

ART. 6

Aides publiques, crédit à l'exportation et commercialisation des aéronefs

6.1. Les signataires notent que les dispositions de l'accord relatif à l'interprétation et à l'application des articles VI, XVI et XXIII de l'accord

(1) L'utilisation de la formule « admises à concourir ... à des conditions non moins favorables ... » ne signifie pas que les entreprises qualifiées d'un signataire ont le droit d'obtenir des marchés d'un montant similaire à celui des adjudications aux entreprises qualifiées d'un autre signataire.

zijn op de handel in burgerluchtvaartuigen. Voorts zijn de ondertekenaars overeengekomen dat de voorschriften inzake certificering van burgerluchtvaartuigen en de specificaties met betrekking tot de bedienings- en onderhoudsprocedures van deze luchtvaartuigen tussen de ondertekenaars onderling vallen onder de bepalingen van de Overeenkomst inzake technische handelsbelemmeringen.

ART. 4

Overheidsopdrachten, verplichte overeenkomsten inzake onderaanneming en stimulerende maatregelen

4.1. De kopers van burgerluchtvaartuigen moeten hun leveranciers vrij kunnen kiezen op grond van commerciële en technologische overwegingen.

4.2. De ondertekenaars verbinden zich ertoe de luchtvaartmaatschappijen, producenten van luchtvaartuigen of andere bij de aankoop van luchtvaartuigen betrokken partijen niet te verplichten of onder onredelijke druk te plaatsen om luchtvaartuigen van een bepaalde oorsprong aan te kopen, hetgeen discriminerend zou zijn ten opzichte van de leveranciers van een ondertekenaar.

4.3. De ondertekenaars komen overeen dat de aankoop van onder deze Overeenkomst vallende produkten uitsluitend op concurrentiële overwegingen met betrekking tot prijs, kwaliteit en leveringstermijnen gebaseerd mag zijn. Een ondertekenaar kan evenwel ten aanzien van de goedkeuring of toewijzing van opdrachten met betrekking tot produkten die onder de Overeenkomst vallen, eisen dat zijn gekwalificeerde ondernemingen op concurrentiële basis kunnen mededingen tegen voorwaarden die niet minder gunstig zijn dan die welke aan gekwalificeerde ondernemingen van andere ondertekenaars worden toegekend (1).

4.4. De ondertekenaars komen overeen stimulerende maatregelen van ongeacht welke aard ten aanzien van de verkoop of de aankoop van burgerluchtvaartuigen van een bepaalde oorsprong te vermijden, aangezien zulks discriminerend zou zijn voor de leveranciers van andere ondertekenaars.

ART. 5

Handelsbeperkingen

5.1. De ondertekenaars passen geen kwantitatieve beperkingen (invoerccontingenten) of voorschriften inzake invoervergunningen toe, waardoor de invoer van burgerluchtvaartuigen op een wijze die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het GATT, zou worden beperkt. Deze bepaling sluit niet de toepassing uit van systemen inzake toezicht of vergunningen bij invoer in overeenstemming met de voorschriften van het GATT.

5.2. De ondertekenaars passen geen kwantitatieve beperkingen, systemen van exportvergunningen of andere soortgelijke voorschriften toe, waardoor de uitvoer van burgerluchtvaartuigen naar andere ondertekenaars om commerciële of concurrentiële redenen wordt beperkt op een wijze die niet in overeenstemming is met de geldende bepalingen van het GATT.

ART. 6

Overheidssteun, exportkredieten en afzet van luchtvaartuigen

6.1. De ondertekenaars nemen er nota van dat de bepalingen van de Overeenkomst inzake de uitlegging en de toepassing van de artikelen VI,

(1) Het gebruik van de woorden « kunnen mededingen tegen voorwaarden die niet minder gunstig zijn » betekent niet dat de hoeveelheid overeenkomsten die aan de gekwalificeerde ondernemingen van een ondertekenaar worden toegewezen, de gekwalificeerde ondernemingen van andere ondertekenaars aanspraak geeft op een zelfde aantal overeenkomsten.

cord général sur les tarifs douaniers et le commerce (accord relatif aux subventions et aux mesures compensatoires) s'appliquent au commerce des aéronefs civils. Ils affirment que, dans leur participation ou leur aide aux programmes relatifs aux aéronefs civils, ils s'efforceront d'éviter les effets défavorables sur le commerce des aéronefs civils, au sens de l'article 8, paragraphes 3 et 4, de l'accord relatif aux subventions et aux mesures compensatoires. Ils tiendront également compte des facteurs spéciaux qui jouent dans le secteur aéronautique, en particulier les aides publiques largement pratiquées dans ce domaine, de leurs intérêts économiques internationaux et du désir des producteurs de tous les signataires de participer à l'expansion du marché mondial des aéronefs civils.

6.2. Les signataires sont convenus que la détermination du prix des aéronefs civils devrait se fonder sur une perspective raisonnable de couvrir tous les coûts, y compris les coûts non renouvelables des programmes, un prorata des coûts identifiables des travaux de recherche et développement militaires concernant des aéronefs, composants et systèmes, qui trouvent ensuite une application dans la construction d'aéronefs civils, les coûts moyens de production et les coûts financiers.

ART. 7

Gouvernements régionaux et locaux

7.1. Outre les autres obligations qui résultent pour eux du présent accord, les signataires sont convenus de ne pas obliger ni encourager, directement ou indirectement, les gouvernements ou administrations régionaux ou locaux, ni les organismes non gouvernementaux ou autres, à prendre des mesures incompatibles avec les dispositions du présent accord.

ART. 8

Surveillance, examen, consultations et règlement des différends

8.1. Il sera institué un comité du commerce des aéronefs civils (ci-après dénommé « le comité »), composé de représentants de tous les signataires. Le comité élira son président. Il se réunira selon qu'il sera nécessaire, mais au moins une fois l'an, pour donner aux signataires la possibilité de procéder à des consultations sur toute question concernant l'application du présent accord, y compris l'évolution de l'industrie aéronautique civile, pour déterminer s'il faut y apporter des amendements afin que les échanges restent libres et exempts de distorsions, pour examiner toute question à laquelle il n'aura pas été possible de trouver une solution satisfaisante au moyen de consultations bilatérales, ainsi que pour exercer les attributions qui pourront lui être conférées en vertu du présent accord ou par les signataires.

8.2. Le comité procédera chaque année à un examen de la mise en œuvre et de l'application du présent accord, en tenant compte de ses objectifs. Le comité informera chaque année les parties contractantes à l'accord général des faits intervenus pendant la période sur laquelle portera cet examen.

8.3. Au plus tard à l'expiration de la troisième année à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, et par la suite de façon périodique, les signataires engageront de nouvelles négociations en vue d'élargir et d'améliorer l'accord sur la base de la réciprocité mutuelle.

8.4. Le comité pourra instituer les organes subsidiaires qui seront appropriés pour suivre régulièrement l'application du présent accord afin d'assurer un équilibre continu des avantages mutuels. En particulier, il instituera un organe subsidiaire approprié afin d'assurer un

XVI en XXIII van de Algemene Overeenkomst betreffende tarieven en handel (Overeenkomst betreffende subsidies en compenserende maatregelen) van toepassing zijn op de handel in burgerluchtvaartuigen. Zij bevestigen dat zij bij hun deelneming of steun aan programma's inzake burgerluchtvaartuigen zullen trachten ongunstige gevolgen voor de handel in burgerluchtvaartuigen in de zin van artikel 8, leden 3 en 4, van de Overeenkomst betreffende subsidies en compenserende maatregelen te voorkomen. Zij houden eveneens rekening met bijzondere factoren die een rol spelen in de luchtvaartsector, in het bijzonder de zeer uitgebreide overheidssteun in deze sector, hun internationale economische belangen en de wens van de producenten van alle ondertekenaars om aan de expansie van de wereldmarkt voor burgerluchtvaartuigen deel te nemen.

6.2. De ondertekenaars komen overeen dat de prijs van burgerluchtvaartuigen zodanig dient te worden vastgesteld, dat redelijke vooruitzichten op dekking van alle kosten bestaan, met inbegrip van de niet-terugkerende programmakosten en de identificeerbare en naar rato omgeslagen kosten van militair onderzoek en ontwikkeling van luchtvaartuigen, onderdelen en systemen die vervolgens een toepassing vinden in de bouw van burgerluchtvaartuigen, evenals van de gemiddelde productiekosten en de financiële kosten.

ART. 7

Regionale en plaatselijke overheid

7.1. Naast de andere uit deze Overeenkomst voortvloeiende verplichtingen komen de ondertekenaars overeen de regionale en plaatselijke overheid en autoriteiten, de niet-gouvernementele of andere instellingen niet direct of indirect te verplichten of aan te moedigen maatregelen te nemen die onverenigbaar zijn met de bepalingen van deze Overeenkomst.

ART. 8

Toezicht, onderzoek, overleg en beslechting van geschillen

8.1. Er wordt een Comité voor de handel in burgerluchtvaartuigen (hierna « het Comité » genoemd) ingesteld, bestaande uit vertegenwoordigers van alle ondertekenaars. Het Comité kiest zijn voorzitter. Het Comité komt zo dikwijls bijeen als noodzakelijk is, doch ten minste éénmaal per jaar ten einde de ondertekenaars in de gelegenheid te stellen overleg te plegen over alle vraagstukken met betrekking tot de toepassing van deze Overeenkomst, met inbegrip van de ontwikkeling in de sector burgerluchtvaartuigen, om na te gaan of wijzigingen moeten worden aangebracht opdat het handelsverkeer vrij blijft en hierin geen verstoringen optreden alsook om alle vraagstukken te behandelen waarvoor door middel van bilateraal overleg geen bevredigende oplossing is gevonden, alsmede om de taken uit te oefenen die hem uit hoofde van deze Overeenkomst of door de ondertekenaars kunnen worden toegewezen.

8.2. Het Comité stelt ieder jaar een onderzoek in naar de tenuitvoerlegging en de toepassing van deze Overeenkomst met inachtneming van de doelstellingen ervan. Het Comité brengt de Verdragsluitende Partijen van het GATT ieder jaar op de hoogte van de ontwikkelingen die zich hebben voorgedaan tijdens de periode waarop het onderzoek betrekking heeft.

8.3. Uiterlijk na het verstrijken van het derde jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van deze Overeenkomst en vervolgens op gezette tijden vinden tussen de ondertekenaars nieuwe onderhandelingen plaats ter uitbreiding en verbetering van deze Overeenkomst op basis van wederzijdse reciprociteit.

8.4. Het Comité kan in voorkomend geval nevenorganen instellen om de toepassing van deze Overeenkomst regelmatig te volgen om ervoor te zorgen dat de wederzijdse voordelen voortdurend in evenwicht zijn. In het bijzonder wordt een passend nevenorgaan ingesteld om erop

équilibre continu des avantages mutuels, la réciprocité et l'équivalence des résultats dans la mise en œuvre des dispositions de l'article 2 ci-dessus relatives aux produits visés, aux systèmes fondés sur la destination finale, aux droits de douane et aux autres impositions.

8.5. Chaque signataire examinera avec compréhension les représentations adressées par tout autre signataire et se prêtera dans les moindres délais à des consultations au sujet de ces représentations, lorsque celles-ci porteront sur une question concernant l'application du présent accord.

8.6. Les signataires reconnaissent qu'il est souhaitable de procéder à des consultations avec les autres signataires dans le cadre du comité, afin de rechercher une solution mutuellement acceptable avant l'ouverture d'une enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de toute subvention prétendue. Dans les cas exceptionnels où, avant l'engagement d'une procédure interne de cette nature, aucune consultation n'aura eu lieu, les signataires notifieront immédiatement au comité l'engagement de cette procédure et entreprendront dans le même temps des consultations pour rechercher une solution mutuellement convenue qui écarterait la nécessité de recourir à des mesures compensatoires.

8.7. Tout signataire qui estimerait que ses intérêts commerciaux dans la construction, la réparation, l'entretien, la réfection, la modification ou la transformation d'aéronefs civils ont été, ou risquent d'être, lésés par une mesure prise par un autre signataire, pourra demander au comité d'examiner la question. A la réception d'une telle demande, le comité se réunira dans les trente jours et examinera la question aussi rapidement que possible en vue d'arriver à une solution des problèmes dans les moindres délais possibles et, en particulier, avant qu'une solution définitive ait été apportée ailleurs à ces problèmes. A cet égard, le comité pourra rendre les décisions ou faire les recommandations qui seront appropriées. L'examen ne préjudiciera pas les droits que les signataires tiennent de l'accord général ou d'instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT, dans la mesure où ils s'appliquent au commerce des aéronefs civils. En vue d'aider à l'examen des problèmes qui se poseraient, dans le cadre de l'accord général et des instruments susvisés, le comité pourra fournir l'assistance technique appropriée.

8.8. Les signataires sont convenus que, en ce qui concerne tout différend portant sur un point relevant du présent accord mais non d'autres instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT, les signataires et le comité appliqueront, *mutatis mutandis*, les dispositions des articles XXII et XXIII de l'accord général, et celles du mémorandum d'accord concernant les notifications, les consultations, le règlement des différends et la surveillance, afin de rechercher un règlement de ce différend. Ces procédures s'appliqueront également en vue du règlement de tout différend portant sur un point relevant du présent accord et d'un autre instrument négocié multilatéralement sous les auspices du GATT, si les parties à ce différend en conviennent ainsi.

ART. 9

Dispositions finales

9.1. *Acceptation et accession*

9.1.1. Le présent accord sera ouvert à l'acceptation, par voie de signature ou autrement, des gouvernements qui sont parties contractantes à l'accord général et de la Communauté économique européenne.

9.1.2. Le présent accord sera ouvert à l'acceptation, par voie de signature ou autrement, des gouvernements qui ont accédé à titre provisoire à l'accord général, à des conditions, se rapportant à l'application effective des droits et obligations qui résultent du présent accord, qui tiendront compte des droits et obligations énoncés dans leurs instruments d'accession provisoire.

toe te zien dat de wederzijdse voordelen, de reciprociteit en de gelijkwaardigheid van de resultaten bij de tenuitvoerlegging van het bepaalde in artikel 2 met betrekking tot de producten, de op de eindbestemming gebaseerde systemen, de douanerechten en andere heffingen voortdurend in evenwicht zijn.

8.5. Iedere ondertekenaar heemt de tegenwerpingen van andere ondertekenaars inzake een vraagstuk met betrekking tot de toepassing van deze Overeenkomst welwillend in beraad en pleegt hierover overleg.

8.6. De ondertekenaars erkennen dat het wenselijk is in het Comité overleg te plegen met de andere ondertekenaars ten einde een wederzijds aanvaardbare oplossing te vinden, voordat een onderzoek wordt ingesteld naar het bestaan, de aard en de gevolgen van elke veronderstelde subsidie. In de uitzonderlijke gevallen waarin geen overleg plaatsvindt alvorens een dergelijke interne procedure wordt ingeleid, stellen de ondertekenaars het Comité hiervan onmiddellijk in kennis en plegen zij tegelijkertijd overleg om een wederzijds aanvaardbare oplossing te vinden die tegenmaatregelen overbodig maakt.

8.7. Iedere ondertekenaar die van mening is dat zijn commerciële belangen bij de vervaardiging, de herstelling, het onderhoud, het herbouwen, het wijzigen of het ombouwen van burgerluchtvaartuigen geschaad zijn of dreigen te worden door een maatregel van een andere ondertekenaar, kan het Comité verzoeken het vraagstuk te behandelen. Na ontvangst van een dergelijk verzoek komt het Comité binnen dertig dagen bijeen en behandelt het het vraagstuk zo spoedig mogelijk ten einde ten spoedigste een oplossing voor de problemen te vinden, met name alvorens hiervoor elders een definitieve oplossing wordt gevonden. Het Comité kan daartoe de passende besluiten nemen of aanbevelingen doen. Deze behandeling doet geen afbreuk aan de rechten van de ondertekenaars uit hoofde van de Algemene Overeenkomst, of uit hoofde van de onder auspiciën van het GATT gesloten multilaterale instrumenten voor zover deze betrekkingen hebben op de handel in burgerluchtvaartuigen. Ten einde de behandeling van problemen die zich in het kader van de Algemene Overeenkomst en van de bovengenoemde instrumenten te bevorderen, kan het Comité passende technische bijstand verlenen.

8.8. De ondertekenaars komen overeen dat voor ieder geschil over een punt dat valt onder deze Overeenkomst, doch niet onder andere multilaterale instrumenten die onder de auspiciën van het GATT zijn gesloten, de ondertekenaars en het Comité *mutatis mutandis* de bepalingen van de artikelen XXII en XXIII van de Algemene Overeenkomst en van de verklaring van intentie betreffende de kennisgeving, het overleg, de beslechting van geschillen en het toezicht toepassen, ten einde dit geschil te beslechten. Deze procedures worden eveneens, indien de partijen bij het geschil zulks overeenkomen, toegepast om een regeling te treffen om ieder geschil te beslechten met betrekking tot een punt dat onder deze Overeenkomst valt, alsook onder een ander multilateraal instrument dat onder auspiciën van het GATT is gesloten.

ART. 9

Slotbepalingen

9.1. *Aanvaarding en toetreding*

9.1.1. Deze Overeenkomst staat open voor aanvaarding, door ondertekening of anderszins, door de regeringen die Partij zijn bij het GATT en de Europese Economische Gemeenschap.

9.1.2. Deze Overeenkomst staat open voor aanvaarding, door ondertekening of anderszins, door de regeringen die voorlopig zijn toegelaten tot het GATT, op voorwaarden die verband houden met de daadwerkelijke toepassing van de rechten en verplichtingen uit hoofde van deze Overeenkomst, waarbij rekening wordt gehouden met de rechten en verplichtingen uit hoofde van de instrumenten inzake hun voorlopige toetreding.

9.1.3. Le présent accord sera ouvert à l'accession de tout autre gouvernement, à des conditions, se rapportant à l'application effective des droits et obligations qui résultent du présent accord, à convenir entre ce gouvernement et les signataires, par dépôt auprès du directeur général des parties contractantes à l'accord général d'un instrument d'accession énonçant les conditions ainsi convenues.

9.1.4. En ce qui concerne l'acceptation, les dispositions du paragraphe 5, sous a) et b), de l'article XXVI de l'accord général seront applicables.

9.2. Réserves

9.2.1. Il ne pourra être formulé de réserves en ce qui concerne des dispositions du présent accord sans le consentement des autres signataires.

9.3. Entrée en vigueur

9.3.1. Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1980 pour les gouvernements (1) qui l'auront accepté ou qui y auront accédé à cette date. Pour tout autre gouvernement, il entrera en vigueur le trentième jour qui suivra celui de son acceptation ou de son accession.

9.4. Législation nationale

9.4.1. Chaque gouvernement qui acceptera le présent accord ou qui y accédera assurera, au plus tard à la date où ledit accord entrera en vigueur en ce qui le concerne, la conformité de ses lois, règlements et procédures administratives avec les dispositions dudit accord.

9.4.2. Chaque signataire informera le comité de toute modification apportée à ses lois et règlements en rapport avec les dispositions du présent accord, ainsi qu'à l'administration de ces lois et règlements.

9.5. Amendements

9.5.1. Les signataires pourront modifier le présent accord en égard, notamment, à l'expérience de sa mise en œuvre. Lorsqu'un amendement aura été approuvé par les signataires conformément aux procédures établies par le comité, il n'entrera en vigueur à l'égard d'un signataire que lorsque celui-ci l'aura accepté.

9.6. Dénonciation

9.6.1. Tout signataire pourra dénoncer le présent accord. La dénonciation prendra effet à l'expiration d'un délai de douze mois à compter du jour où le directeur général des parties contractantes à l'accord général en aura reçu notification par écrit. Dès réception de cette notification, tout signataire pourra demander la réunion immédiate du comité.

9.7. Non-application du présent accord entre des signataires

9.7.1. Le présent accord ne s'appliquera pas entre deux signataires si l'un ou l'autre de ces signataires, au moment de son acceptation ou de son accession, ne consent pas à cette application.

9.8. Annexe

9.8.1. L'annexe au présent accord en fait partie intégrante.

9.9. Secrétariat

9.9.1. Le secrétariat du GATT assurera le secrétariat du présent accord.

9.1.3. Deze Overeenkomst staat open voor toetreding door elke andere regering, op voorwaarden die verband houden met de daadwerkelijke toepassing van de rechten en verplichtingen uit hoofde van deze Overeenkomst, overeen te komen tussen die regeringen en de ondertekenaars door bij de Directeur-generaal van de Verdragsluitende Partijen bij het GATT een toetredingsinstrument neder te leggen waarin de aldus overeengekomen voorwaarden zijn opgenomen.

9.1.4. Wat de aanvaarding betreft zijn de bepalingen van artikel XXVI, lid 5, sub a) en b), van de Algemene Overeenkomst van toepassing.

9.2. Voorbehoud

9.2.1. Zonder toestemming van de andere ondertekenaars mag geen voorbehoud ten aanzien van de bepalingen van deze Overeenkomst worden gemaakt.

9.3. Inwerkingtreding

9.3.1. Deze Overeenkomst treedt op 1 januari 1980 in werking voor de regeringen (1) die deze op die datum hebben aanvaard of hiertoe zijn toegetreden. Voor iedere andere regering treedt deze in werking op de 30e dag te rekenen vanaf de datum waarop zij deze heeft aanvaard of hiertoe is toegetreden.

9.4. Nationale wetgeving

9.4.1. Iedere regering die deze Overeenkomst aanvaardt of hiertoe toetreedt, ziet erop toe dat haar wetten, voorschriften en administratieve regelingen uiterlijk op de datum waarop deze Overeenkomst voor haar van kracht wordt, in overeenstemming zijn met de bepalingen van deze Overeenkomst.

9.4.2. Iedere ondertekenaar stelt het Comité in kennis van alle wijzigingen in zijn wetten en voorschriften met betrekking tot de bepalingen van deze Overeenkomst, evenals in de uitvoering van die wetten en voorschriften.

9.5. Wijzigingen

9.5.1. De ondertekenaars kunnen deze Overeenkomst onder meer wijzigen in het licht van de bij de tenuitvoerlegging ervan opgedane ervaring. Indien een wijziging door de ondertekenaars overeenkomstig de door het Comité vastgestelde procedures is overeengekomen, treedt deze wijziging voor een ondertekenaar eerst in werking, wanneer deze door die ondertekenaar is aanvaard.

9.6. Opzegging

9.6.1. Iedere ondertekenaar kan deze Overeenkomst opzeggen. De opzegging wordt van kracht na het verstrijken van een termijn van twaalf maanden te rekenen vanaf de datum waarop de directeur-generaal van de Verdragsluitende Partijen bij het GATT hiervan schriftelijke kennisgeving heeft ontvangen. Na ontvangst van deze kennisgeving kan iedere ondertekenaar om onmiddellijke bijeenroeping van het Comité verzoeken.

9.7. Niet-toepassing van deze Overeenkomst tussen ondertekenaars

9.7.1. Deze Overeenkomst is niet van toepassing tussen twee ondertekenaars indien één van deze ondertekenaars op het tijdstip dat hij deze aanvaardt of hiertoe toetreedt, niet instemt met deze toepassing.

9.8. Bijlage

9.8.1. De bijlage maakt integrerend deel uit van deze Overeenkomst.

9.9. Secretariaat

9.9.1. Het secretariaat van het GATT neemt het secretariaat van deze Overeenkomst waar.

(1) Aux fins du présent accord, le terme « gouvernement » est réputé comprendre les autorités compétentes de la Communauté économique européenne.

(1) Voor de toepassing van deze Overeenkomst wordt de term « regering » geacht de bevoegde autoriteiten van de Europese Economische Gemeenschap te omvatten.

9.10. Dépôt

9.10.1. Le présent accord sera déposé auprès du directeur général des parties contractantes à l'accord général, qui remettra dans les moindres délais à chaque signataire et à chaque partie contractante à l'accord général une copie certifiée conforme du présent accord et de tout amendement qui y aura été apporté conformément à l'article 9, paragraphe 5, ainsi qu'une notification de chaque acceptation ou accession conformément à l'article 9, paragraphe 1, ou de chaque dénonciation conformément à l'article 9, paragraphe 6.

9.11. Enregistrement

9.11.1. Le présent accord sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la charte des Nations Unies.

Fait à Genève le douze avril mil neuf cent soixante-dix-neuf, en un seul exemplaire, en langues française et anglaise, les deux textes faisant foi, sauf indication contraire concernant les listes jointes en annexe.

A. Protocole de Genève (1979)
annexé à l'Accord général
sur les tarifs douaniers et le commerce

Liste des Etats liés

Etats	Acceptations	Entrée en vigueur
Afrique du Sud	18 décembre 1979	1 janvier 1980
Allemagne (R.F.) (1)	7 novembre 1980	7 novembre 1980
Argentine	11 juillet 1979	1 janvier 1980
Autriche	28 décembre 1979	1 janvier 1980
Belgique	7 mai 1981	7 mai 1981
C.E.E. (2)	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Danemark (3)	21 décembre 1979	1 janvier 1980
Etats-Unis (4)	20 décembre 1979	1 janvier 1980
Finlande	13 mars 1980	13 mars 1980
France	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Hongrie	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Irlande	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Islande	15 avril 1980	15 avril 1980
Italie	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Jamaïque	12 décembre 1979	1 janvier 1980
Japon (5)	25 avril 1980	25 avril 1980
Luxembourg	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Norvège	28 décembre 1979	1 janvier 1980
Nouvelle-Zélande	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Pays-Bas (6)	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Roumanie	25 juin 1980	25 juin 1980
Royaume-Uni	19 février 1980	19 février 1980
Suède	20 décembre 1979	1 janvier 1980
Suisse	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Tchécoslovaquie	16 juin 1980	16 juin 1980
Yougoslavie	19 mars 1980	19 mars 1980

(1) Extension à Berlin Ouest.

(2) Pour valoir authentification du Protocole et des listes de concession tarifaires qui lui sont annexées, et sous réserve de conclusion par les C.E. selon les procédures en vigueur.

(3) Acceptation en ce qui concerne les produits soumis au régime de la C.E.C.A., sauf en ce qui concerne l'application du Protocole aux Iles Féroé.

(4) Sous réserve de promulgation de la loi de 1979 sur les accords commerciaux.

(5) Le gouvernement japonais a fixé au 26 avril 1980 la date à laquelle le premier abaissement des taux doit intervenir, conformément aux dispositions du § 2, alinéa b, du Protocole.

(6) Pour le Royaume en Europe. Extension aux Antilles néerlandaises le 25 mars 1980.

9.10. Nederlegging

9.10.1. Deze Overeenkomst wordt nedergelegd bij de directeur-generaal van de Verdragsluitende Partijen bij het GATT, die aan iedere ondertekenaar en aan iedere Verdragsluitende Partij bij het GATT onverwijld een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift toezendt van deze Overeenkomst, alsmede van iedere wijziging daarin overeenkomstig artikel 9, lid 5, alsmede een kennisgeving van iedere aanvaarding of toetreding overeenkomstig artikel 9, lid 1, of van iedere opzegging overeenkomstig artikel 9, lid 6.

9.11. Registratie

9.11.1. Deze Overeenkomst zal worden geregistreerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties.

Gedaan te Genève op twaalf april negentienhonderd negenenzeventig, in één exemplaar, in de Engelse en de Franse taal, welke twee teksten gelijkelijk authentiek zijn, behoudens andersluidende vermelding wat de aangehechte lijsten betreft.

A. Protocol van Genève (1979)
bij de Algemene Overeenkomst
betreffende tarieven en handel

Lijst der Gebonden Staten

Staten	Aanvaarding	Inwerkingtreding
Argentinië	11 juli 1979	1 januari 1980
België	7 mei 1981	7 mei 1981
Denemarken (1)	21 december 1979	1 januari 1980
Duitsland (Bondsrep.) (2)	7 november 1980	7 november 1980
E.E.G. (3)	17 december 1979	1 januari 1980
Finland	13 maart 1980	13 maart 1980
Frankrijk	17 december 1979	1 januari 1980
Hongarije	17 december 1979	1 januari 1980
Ierland	17 december 1979	1 januari 1980
Italië	17 december 1979	1 januari 1980
Jamaica	12 december 1979	1 januari 1980
Japan (4)	25 april 1980	25 april 1980
Joegoslavië	19 maart 1980	19 maart 1980
Luxemburg	17 december 1979	1 januari 1980
Nederland (5)	17 december 1979	1 januari 1980
Nieuw-Zeeland	17 december 1979	1 januari 1980
Noorwegen	28 december 1979	1 januari 1980
Oostenrijk	28 december 1979	1 januari 1980
Roemenië	25 juni 1980	25 juni 1980
Tsjechoslowakije	16 juni 1980	16 juni 1980
Verenigde Staten (6)	20 december 1979	1 januari 1980
Verenigd Koninkrijk	19 februari 1980	19 februari 1980
IJsland	15 april 1980	15 april 1980
Zuid-Afrikaanse Republiek	18 december 1979	1 januari 1980
Zweden	20 december 1979	1 januari 1980
Zwitserland	17 december 1979	1 januari 1980

(1) Aanvaarding wat de produkten betreft die onder het regime van de E.G.K.S. vallen, niet van toepassing op de Far-Oer.

(2) Uitbreiding tot West-Berlijn.

(3) Om de echtheid te erkennen van dit Protocol en van de hieraan gehechte lijsten van tariefconcessies en onder voorbehoud van een besluit van de E.G. volgens de van kracht zijnde procedures.

(4) De Japanse regering heeft 26 april 1980 vastgesteld als datum waarop de eerste tariefverlaging moet ingevoerd worden, overeenkomstig de bepalingen van § 2, alinea b, van het Protocol.

(5) Voor het Koninkrijk in Europa. Uitbreiding tot de Nederlandse Antillen op 25 maart 1980.

(6) Onder voorbehoud van de afkondiging van de wet van 1979 betreffende de handelsakkoorden.

B. Protocole additionnel au Protocole de Genève (1979)
annexé à l'Accord général
sur les tarifs douaniers et le commerce

Liste des Etats liés

Etats	Acceptations	Entrée en vigueur
Australie	31 mars 1980	31 mars 1980
Belgique	7 mai 1981	7 mai 1981
Brésil	18 juin 1980	18 juin 1980
Chili	12 mars 1981	12 mars 1981
C.E.E.	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Corée	6 janvier 1981	6 janvier 1981
Egypte	29 octobre 1980	29 octobre 1980
Inde	24 avril 1980	24 avril 1980
Indonésie	20 décembre 1979	1 janvier 1980
Malaisie	16 juin 1980	16 juin 1980
Pérou	8 février 1980	8 février 1980
Rép. Dominicaine	23 novembre 1979	1 janvier 1980
Singapour	1 février 1980	1 février 1980
Uruguay	16 juin 1980	16 juin 1980

C. Accord relatif aux obstacles techniques au commerce

Liste des Etats liés

Etats	Acceptations	Entrée en vigueur
Allemagne (Rép. Féd.) (1)	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Autriche	28 mai 1980	27 juin 1980
Belgique	7 mai 1981	6 juin 1981
Brésil	28 décembre 1979	1 janvier 1980
Canada	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Chili	12 mars 1981	11 avril 1981
C.E.E.	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Corée (Rép. de)	3 septembre 1980	3 octobre 1980
Danemark (4)	21 décembre 1979	1 janvier 1980
Etats-Unis	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Finlande	13 mars 1980	12 avril 1980
France	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Hongrie (3)	23 avril 1980	23 mai 1980
Irlande	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Italie	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Japan	25 avril 1980	25 mai 1980
Luxembourg	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Norvège	28 décembre 1979	1 janvier 1980
Nouvelle-Zélande	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Philippines	13 février 1981	15 mars 1981
Royaume-Uni (4)	19 février 1980	20 mars 1980
Singapour	3 juin 1980	3 juillet 1980
Suède	20 décembre 1979	1 janvier 1980
Suisse	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Turisie	17 février 1981	19 mars 1981

(1) Extension à Berlin Ouest.

(2) Pas d'application aux Iles Féroé.

(3) Aucune disposition de l'Accord n'affecte et ne peut affecter l'Accord quadripartite du 3 septembre 1971.

(4) Acceptation le 17 décembre 1979 avec entrée en vigueur le 1er janvier 1980 en ce qui concerne les territoires dont il assume la responsabilité sur le plan international, excepté : Antigua, les Bermudes, Brunei, Iles Caïman, Montserrat, Saint-Kitts (Saint-Christophe), Nevis, bases sous souveraineté britannique à Chypre et aux Iles Vierges.

B. Aanvullend Protocol bij het Protocol van Genève (1979)
bij de Algemene Overeenkomst
betreffende tarieven en handel

Lijst der Gebonden Staten

Staten	Aanvaardingen	Inwerkingtreding
Australië	31 maart 1980	31 maart 1980
België	7 mei 1981	7 mei 1981
Brazilië	18 juni 1980	18 juni 1980
Chili	12 maart 1981	12 maart 1981
Dominikaanse Rep.	23 november 1979	1 januari 1980
Egypte	29 oktober 1980	29 oktober 1980
E.E.G.	17 december 1979	1 januari 1980
India	24 april 1980	24 april 1980
Indonesië	20 december 1979	1 januari 1980
Korea	6 januari 1981	6 januari 1981
Maleisië	16 juni 1980	16 juni 1980
Peru	8 februari 1980	8 februari 1980
Singapore	1 februari 1980	1 februari 1980
Uruguay	16 juni 1980	16 juni 1980

C. Overeenkomst inzake technische handelsbelemmeringen

Lijst der Gebonden Staten

Staten	Aanvaardingen	Inwerkingtreding
België	7 mei 1981	6 juni 1981
Brazilië	28 december 1979	1 januari 1980
Canada	17 december 1979	1 januari 1980
Chili	12 maart 1981	11 april 1981
Denemarken (1)	21 december 1979	1 januari 1980
Duitsland Bondsrepubliek (2)	17 december 1979	1 januari 1980
E.E.G.	17 december 1979	1 januari 1980
Filippijnen	13 februari 1981	15 maart 1981
Finland	13 maart 1980	12 april 1980
Frankrijk	17 december 1979	1 januari 1980
Hongarije (3)	23 april 1980	23 mei 1980
Ierland	17 december 1979	1 januari 1980
Italië	17 december 1979	1 januari 1980
Japan	25 april 1980	25 mei 1980
Korea (Republiek)	3 september 1980	3 oktober 1980
Luxemburg	17 december 1979	1 januari 1980
Nieuw-Zeeland	17 december 1979	1 januari 1980
Noorwegen	28 december 1979	1 januari 1980
Oostenrijk	28 mei 1980	27 juni 1980
Singapore	3 juni 1980	3 juli 1980
Tunesië	17 februari 1981	19 maart 1981
Verenigde Staten	17 december 1979	1 januari 1980
Verenigd Koninkrijk (4)	19 februari 1980	20 maart 1980
Zweden	20 december 1979	1 januari 1980
Zwitserland	17 december 1979	1 januari 1980

(1) Niet van toepassing op de Far Oer.

(2) Uitbreiding tot West-Berlijn.

(3) Geen enkele bepaling van deze Overeenkomst doet afbreuk of kan afbreuk doen aan het Vierdelig Akkoord van 3 september 1971.

(4) Aanvaarding op 17 december 1979 met inwerkingtreding op 1 januari 1980 voor de gebieden waarvoor Groot-Brittannië verantwoordelijk is op het internationaal vlak, behalve voor : Antigua, de Bermuda-eilanden, de Caymaneilanden, Montserrat, Sint-Kitts (Sint-Christophe), Nevis, de bases onder Britse soevereiniteit op Cyprus en de Maagdeneilanden.

D. Accord relatif au commerce des aéronefs civils

Liste des Etats liés

Etats	Acceptations	Entrée en vigueur
Allemagne (Rép. Féd.) (1)	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Autriche	23 juin 1980	23 juillet 1980
Belgique	7 mai 1981	6 juin 1981
Canada	20 décembre 1979	1 janvier 1980
C.E.E.	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Danemark (2)	21 décembre 1979	1 janvier 1980
Etats-Unis	20 décembre 1979	1 janvier 1980
France	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Irlande	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Japon	25 avril 1980	25 mai 1980
Luxembourg	17 décembre 1979	1 janvier 1980
Norvège	28 décembre 1979	1 janvier 1980
Pays-Bas (3)	14 avril 1981	14 mai 1981
Roumanie	25 juin 1980	25 juillet 1980
Royaume-Uni (4)	19 février 1980	20 mars 1980
Suède	20 décembre 1979	1 janvier 1980
Suisse	2 avril 1980	2 mai 1980

(1) Extension à Berlin Ouest.

(2) Pas d'application aux Iles Féroé.

(3) Acceptation pour les Antilles néerlandaises le 19 septembre 1980.

(4) Acceptation le 17 décembre 1979 avec entrée en vigueur le 1er janvier 1980 en ce qui concerne les territoires dont il assume la responsabilité sur le plan international, excepté : Antigua, Belize, les Bermudes, Brunéi, Iles Caïman, Hong-Kong, Montserrat, Sint-Kitts (Saint-Christophe), Nevis, bases sous souveraineté britannique à Chypre et aux Iles Vierges.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET MINISTÈRE DES FINANCES

F. 81 — 935

1er JUIN 1981. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 16 novembre 1964 fixant le montant des allocations et indemnités octroyées aux membres du conseil d'administration, aux commissaires du gouvernement et réviseurs de l'Office de sécurité sociale d'outre-mer

Le Ministre des Finances,

Le Ministre de la Coopération au Développement,

Vu la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer;

Vu la loi du 16 juin 1960 plaçant sous la garantie de l'Etat belge les organismes gérant la sécurité sociale des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi et portant garantie par l'Etat belge des prestations sociales assurées en faveur de ceux-ci;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1963, portant statut de l'Office de sécurité sociale d'outre-mer, notamment l'article 9,

Arrêtent :

Article 1er. L'article 5 de l'arrêté ministériel du 16 novembre 1964 fixant le montant des allocations et indemnités octroyées aux membres du conseil d'administration, aux commissaires du gouvernement et réviseurs de l'Office de sécurité sociale d'outre-mer, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est alloué aux commissaires du gouvernement et aux commissaires remplaçants du gouvernement une allocation annuelle de trente mille francs.

D. Overeenkomst inzake de handel in burgerluchtvaartuigen

Lijst der Gebonden Staten

Staten	Aanvaardingen	Inwerkingtreding
België	7 mei 1981	6 juni 1981
Canada	20 december 1979	1 januari 1980
Denemarken (1)	21 december 1979	1 januari 1980
Duitsland (Bondrepubliek) (2)	17 december 1979	1 januari 1980
E.E.G.	17 december 1979	1 januari 1980
Frankrijk	17 december 1979	1 januari 1980
Ierland	17 december 1979	1 januari 1980
Japan	25 april 1980	25 mei 1980
Luxemburg	17 december 1979	1 januari 1980
Nederland (3)	14 april 1981	14 mei 1981
Noorwegen	28 december 1979	1 januari 1980
Oostenrijk	23 juni 1980	23 juli 1980
Roemenië	25 juni 1980	25 juli 1980
Verenigde Staten	20 december 1979	1 januari 1980
Verenigd Koninkrijk (4)	19 februari 1980	20 maart 1980
Zweden	20 december 1979	1 januari 1980
Zwitserland	2 april 1980	2 mei 1980

(1) Niet van toepassing van de Far Oer.

(2) Uitbreiding tot West-Berlijn.

(3) Aanvaarding voor de Nederlandse Antillen op 19 september 1980.

(4) Aanvaarding op 17 december 1979 met inwerkingtreding op 1 januari 1980 voor de gebieden waarvoor Groot-Brittannië verantwoordelijk is op het internationaal vlak, behalve voor : Antigoa, Belize, de Bermuda-eilanden, Broenei, de Caymaneilanden, Hong-Kong, Montserrat, Sint-Kitts (Sint-Christopher), Nevis, de bases onder Britse soevereiniteit op Cyprus en de Mangden-eilanden.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING EN MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 81 — 935

1 JUNI 1981. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 16 november 1964 waarbij het bedrag vastgesteld wordt van de toelagen en vergoedingen, toegekend aan de leden van de raad van beheer, de regeringscommissarissen en revisoren van de Dienst voor de overzeese sociale zekerheid

De Minister van Financiën,

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,

Gelet op de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid;

Gelet op de wet van 16 juni 1960 die de organismen belast met het beheer van de sociale zekerheid van de werknemers van Belgisch Kongo en Ruanda-Urundi onder de controle en de waarborg van de Belgische Staat plaatst en die waarborg draagt door de Belgisch Staat van de maatschappelijke prestaties ten gunste van deze werknemers verzekerd;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1963, houdende statuut van de Dienst voor de Overzeese sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 9,

Besluiten :

Artikel 1. Artikel 5 van het ministerieel besluit van 16 november 1964 waarbij het bedrag vastgesteld wordt van de toelagen en vergoedingen, toegekend aan de leden van de raad van beheer, de regeringscommissarissen en revisoren van de Dienst voor de overzeese sociale zekerheid, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Aan de regeringscommissarissen en de plaatsvervangend regeringscommissarissen van de Dienst voor de overzeese sociale zekerheid wordt een jaarlijkse toelage van dertigduizend frank toegekend.